

*L'auteur propose de disposer du legs Trudeau et de chasser
du pouvoir le Premier Ministre qui nous gouverne.*

ELMER SMITH

MES DEUX FOSSOYEURS

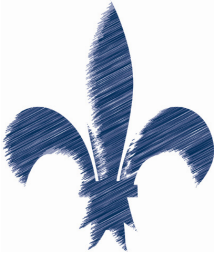
*À propos des ravages de la droite
et de l'unité nationale autrement*



Souvenirs d'un vieux croulant franco-ontarien

Récit – Essai

Fondation littéraire Fleur de Lys



Fondation littéraire Fleur de Lys

MES DEUX FOSSOYEURS

À propos des ravages de la droite et de l'unité nationale autrement – Souvenirs d'un vieux croulant franco-ontarien, Récit – Essai, Elmer Smith, Fondation littéraire Fleur de Lys, Lévis, Québec, 2015, 77 pages.

Édité par la Fondation littéraire Fleur de Lys, organisme sans but lucratif, éditeur libraire québécois en ligne sur Internet.

Adresse électronique : contact@manuscritdepot.com

Site Internet : www.manuscritdepot.com

Tous droits réservés. Toute reproduction de ce livre, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur. Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque moyen que ce soit, tant électronique que mécanique, et en particulier par photocopie et par microfilm, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur.

Disponible en version numérique uniquement (PDF).

ISBN 978-2-89612-491-6

© Copyright 2015 Elmer Smith

Illustration en couverture : A map of the hemisphere centred on -95, 60, using an orthographic projection, created using [gringer's Perl script](#) with [Natural Earth Data](#) (1:50000 resolution, simplified to 0.25px). Canada is highlighted in green. Auteur : [Addicted04](#) - Own work with [Natural Earth Data](#) This [vector image](#) was created with [Inkscape](#). Source : [Wikipédia](#)

Dépôt légal – 4^{ème} trimestre 2015

Bibliothèque et archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé à la demande au Québec.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Résumé..... | 4 |
| Avant-propos..... | 5 |
| Introduction..... | 8 |
| Les premiers pas | 15 |
| Le Parti Libéral de Lester Pearson..... | 20 |
| Les deux visions du pays (rappel historique)..... | 26 |
| Le grand mythe | 34 |
| Les fossoyeurs..... | 44 |
| La mort de Pierre Trudeau, citoyen du monde (Fossoyeur # 1) ... | 50 |
| La droite | 60 |
| Le chevalier de l'ouest (Fossoyeur # 2)..... | 65 |
| Conclusion | 72 |
| Communiquer avec l'auteur..... | 74 |

Résumé

Affublé d'une identité bicéphale, l'auteur Franco-Ontarien dénonce les politiques des deux Premiers Ministres Pierre Elliott Trudeau et Stephen Harper, qui ont eu l'effet de livrer ses deux appartenances aux déchets de l'histoire.

Les deux fossoyeurs ont marché dans un même sillon machiavélique à bien des égards. Tous deux autocrates rigides, rarement à l'écoute, multiculturels de pensée et d'attitude, ennemis acharnés des droits collectifs et disciples d'une même vision religieuse individualiste, à la mouture personnaliste à la Mounier pour l'un et évangéliste pour l'autre.

Le premier a mis le Québec à sa place au moyen d'une vue pancanadienne des deux peuples fondateurs ainsi que de l'adoption de la Charte des Droits de 1982, mettant fin au rêve de son peuple de bâtir une patrie sur les bords du Saint-Laurent et vouant par là les francophones de la diaspora canadienne à une mort à petit feu.

Le deuxième, depuis qu'il est au pouvoir, a sonné la charge dans un combat de tous les instants à bride abattue contre tout ce qui bougeait de démocratie et d'humanité dans la nation.

L'auteur propose de disposer du legs Trudeau et de chasser du pouvoir le Premier Ministre qui nous gouverne.

Avant-propos

Nous sommes au premier janvier 2015. Partout en ce début d'année jaillit l'espoir d'une vie heureuse. Bonne et heureuse année, se souhaite-t-on à satiété. Certains sont heureux ou croient l'être, d'autres malheureux: une naissance pour l'un ou l'une, l'accession à un poste convoité pour l'autre, une noce ou à l'inverse un divorce qui chemine mal, un licenciement, un fâcheux accident de voiture, un cancer en rémission.

Mais les moments de joie et les calamités personnelles particulières ainsi énumérées qui assaillent les humains sont anecdotiques et passagers. Si un jour ou l'autre les humains en sont tous touchés, même ceux qui habitent les pays inscrits au palmarès des gens heureux, c'est sur les causes profondes d'un autre ordre que je veux discourir, qui engendrent de façon plus durable le malheur ou le bonheur des humains.

Vient d'abord à l'esprit le fouillis généré par les humains dans leurs relations les uns avec les autres, comme si c'était naturel de ne pas s'entendre avec son prochain. Si le problème est génétique il est insoluble. L'homme serait condamné à s'autodétruire sans qu'il ne puisse jamais exercer une quelconque influence sur son espèce pour contrer cette haine du prochain à laquelle il est prédestiné.

S'il s'agit de cupidité causant les inégalités sociales intolérables que nous observons tout autour de la planète entraînant à tour de bras les conflits et la violence, ou si encore ce sont les idéologies radicales qui sont à l'œuvre, religieuses ou autres, alors les travers sont d'invention humaine et peuvent être réparés.

Il y a aussi les ravages que nous faisons subir à notre environnement avec comme résultat un monde qui s'en porte si mal qu'il disparaîtra beaucoup plus tôt que prévu si ses habitants ne prennent garde de le mieux soigner. Et si du même coup ils refusent justement de promouvoir l'égalité dans le commerce avec leurs semblables, comme le respect de leur dignité le requiert, quels que soient leur état civil, leur statut social, leur couleur, l'habit qu'ils portent, la religion qu'ils pratiquent ou l'identité qu'ils réclament, nous serons tous châtiés prématurément non seulement par cette nature revancharde à laquelle nous avons refusé d'obéir en la saccaquant impitoyablement, mais aussi par les victimes de ces institutions économiques, politiques ou religieuses qui respectent trop peu la dignité des humains; bref, nous serons alors à la merci des mal en point, des laissés pour compte, trop longtemps bafoués, tellement en colère qu'un jour ils prendront les armes. Ils y sont déjà ou s'y préparent. Les inégalités sociales et les changements climatiques forment à eux deux la recette infaillible pour mettre fin à l'aventure humaine.

Or nous savons d'instinct que la nature nous a fourni les outils pour nous défendre. Ce qui nous sauvera, nous faisant sortir de notre misère, c'est notre humanité. Elle est à portée de main et viendra en renfort pour peu que nous lui fassions signe ; ce n'est pas la peine d'aller chercher ailleurs. Aussi longtemps que nous misons sur notre humanité plutôt que sur les dieux et les orthodoxies de tout acabit qui nous tendent la main faisant miroiter le paradis, nous savons que nous ne sommes pas condamnés à subir une telle apocalypse. Il s'agit, jeunes et vieux, de nous retrousser les manches et nous mettre à l'œuvre.

Certains disent d'une part, que la tendance aux dérèglements climatiques est irréversible et d'autre part que la violence des humains tient à leur nature même qui en est une de concurrence, la palme à être remportée par le plus fort. Plutôt qu'adhérer à leur pessimisme et puisque nous avons confiance en l'humanité et en sa capacité de s'amender, nous réclamerons de ceux qui nous gouvernent, sans jamais nous lasser, le respect de la nature autant que la fin du mépris des droits et libertés fondamentales des humains, du droit à l'égalité au premier chef, confiants que c'est à ce prix que nous mettrons un terme à la descente aux enfers qui nous guette.

C'est en effet littéralement sauver la planète dont il s'agit, des dégâts environnementaux d'abord, et ensuite épargner à l'humanité les carnages inhumains et insensés de millions de décapités, de réfugiés, de victimes de la machette, de la faim ou des sécheresses dont elle fait l'objet. Car, il n'est plus permis d'en douter, du bien-être de la nature de concert avec l'égalité des chances au royaume des humains, dépendra en grande partie notre mieux-être et somme toute notre propre bonheur.

Si les problèmes ici au pays ainsi qu'au pays de nos voisins situés au sud de nous et dans l'occident en général sont moins prononcés qu'au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, ne nous en félicitons pas. Ils sont de ce côté de l'Atlantique de même nature et participent du même illogisme contre-productif de la gratification immédiate au détriment des autres. Au milieu des agitations et des tractations auxquelles ils se livrent, les humains ignorent que le bonheur les éludera toujours s'il ne provient de l'intérieur.

S'il est vrai qu'il revient à chacun de nous qui croyons en l'humanité malgré ses travers et ses revers, à nous qui sommes par nécessité solidaires, tous à bord du même vaisseau, de plonger et sauver l'humanité de la noyade, avouons sans ambages que notre bagage génétique, notre expérience de vie, le groupe auquel nous nous référons, à eux trois nous retirent une bonne part de notre marge de liberté. Nous n'abandonnerons pas pour autant notre devoir de mettre à profit ce qui en reste. Notre propre bonheur est à ce prix.

Introduction

Compte tenu de l'état du monde, je m'interrogeais l'autre jour sur la façon dont je pouvais contribuer à l'amélioration de la condition humaine. Tous, tant que nous sommes, y sont conviés. De mon lieu ensoleillé floridien, choyé plus qu'à mon tour, je tourne les yeux vers ce grand pays du Canada qui est le mien, là où les extrêmes du froid glacial et de la pluie verglaçante se succèdent tour à tour sans répit au cours de nos mornes hivers, ne prenant halte que très rarement entre les deux, privant ainsi les citoyens d'exercer agréablement et comme avant, leurs sports d'hiver; je contemple le cours des étés et leurs canicules irrespirables mêlées de pluie trop abondante ; aussi les tornades et les ouragans. Bref un climat fait d'extrêmes. Ce qu'une majorité grandissante de scientifiques fort proches de l'unanimité attribue à l'usage abusif que font les humains de la planète.

Nos saisons, en somme, se comportent un peu comme nos classes moyennes en voie de disparition, qui vivent dans cet espace économique de plus en plus élargi entre deux pôles tout aussi extrêmes que ceux que l'on retrouve en matière de climat: aux plus riches trônant au sommet vont les Ferrari et les indemnités de départ scandaleuses, aux pauvres et aux démunis à l'autre extrémité de la courbe économique peinant à manger à leur faim et à se faire traiter en cas de maladie. À cet entre-deux, occupé par une proportion toujours grandissante de la population, vont les petits emplois précaires, les cartes de crédit gonflées à bloc et les fins de mois déficitaires. Les inégalités sociales insolites qui prévalent partout auront raison de nous si notre réaction se fait trop attendre.

Non plus faut-il laisser les philosophes et autres spécialistes penser seuls l'avenir de l'humanité; c'est aussi du ressort des simples humains de s'y mettre, de monsieur et madame tout le monde qui recherchent le bonheur et un sens à leur vie. Après la publication de mon premier livre intitulé *Le Franco-ontarien; une histoire de prostitution* et plus récemment un second essai du nom d'*Un Franco-ontarien parmi tant d'autres: à propos de métissage culturel, de souveraineté, d'Église et de croyance en Dieu*, je m'impose pour ma part un dernier et suprême effort d'écriture avant d'aller rejoindre mes ancêtres, dans un champ cette fois qui m'a toujours allumé au plus haut degré, celui de la politique.

Non pas au sens partisan et péjoratif qu'illustre si bien la période des questions au Parlement canadien et dans une égale mesure à l'Assemblée nationale à Québec, mais au sens noble du terme, un sens dépouillé du cynisme ambiant.

Au contraire des désabusés du système, je préfère la croyance en une fin heureuse de l'Histoire.

Armé d'un optimisme et d'une confiance inébranlables et sans limites dans l'humanité, j'aborderai cette tâche sain d'esprit et avec sérénité, voire dans l'enthousiasme. Sans la politique rien ne changera jamais. Le mot politique dans son acception noble évoquera tout ce qu'il y a de plus magnanime dans l'art de gouverner les sociétés des hommes. Comme les Grecs l'avaient conçu et exprimé au-delà de deux mille ans passés, longtemps avant de tomber victimes de leur propre laisser-faire, de la corruption d'un grand nombre de leurs notables, de la cupidité des banques et du néolibéralisme de leurs partenaires européens.

Voilà comment est née l'idée de ce troisième segment d'une trilogie dont je me suis imposé le devoir de compléter avant de perdre mes moyens, que j'avais nommé d'abord, pour me raviser ensuite, *Un Franco-ontarien et son pays le Canada: le plus meilleur pays du monde*. Il s'appellera plutôt: *Mes deux Fossoyeurs*.

Je propose de marquer et célébrer par cette initiative mon passage à un certain état d'éveil vers lequel je me dirige à petits pas depuis plusieurs années déjà, vers lequel tous les humains tendent avec plus ou moins de succès, chacun à sa manière. Je veux partager mon expérience particulière avec eux.

Je répugne à penser que l'humanité a été un échec lamentable ; je refuse de le croire. Il me semble plus légitime d'attribuer à l'évolution le beau rôle de l'amélioration de la condition humaine,

à longue échéance à tout le moins, ce qui incitera tous les gens de bonne volonté à mettre leurs efforts à la faire triompher plutôt qu'à laisser les humains s'ancrer sans réagir dans un état plus déplorable encore que celui qui leur a été légué.

La tâche, dans sa macro-dimension, est colossale, aussi notre projet se doit-il d'être plus modeste. Si nous n'avons pas la prétention de comprendre, analyser et solutionner les conflits liés à la Grèce ou aux problèmes en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique, en Orient et ailleurs, nous sommes habilités à observer les travers des humains dans notre cour arrière et dans celle de nos frères américains, toutes deux formant un microcosme de l'humanité, un terreau fertile propre à penser le monde.

Les actions que prennent et les dispositions qu'adoptent nos gouvernants ici en Amérique sont peut-être de moindre conséquence en perte de vies, mais elles ne sont pas plus édifiantes que celles des gouvernements sanguinaires ailleurs dans le monde. J'en veux pour preuve le gouvernement *corrompu*, dans son sens étymologique originel, ou dans tout autre sens qu'on voudra bien lui donner, et antidémocratique dans tous les sens, qui sème à Ottawa la pagaille de nos jours et depuis une bonne dizaine d'années ainsi que les meurtres hebdomadaires des noirs dans les villages et les villes américaines. Ou encore j'en veux, pour étayer la thèse que je mets de l'avant, au financement illimité des campagnes électorales par Wall Street sous l'œil bienveillant de la Cour suprême américaine.

Loin de moi l'idée de m'immiscer dans la politique par la lorgnette scientifique. Je n'en ai pas la compétence non plus a-t-on jamais pu discerner dans mon approche à la vie quelque intérêt à me situer uniquement sur le plan des idées – je m'y sens mal à l'aise – appréhendant toujours le danger d'être perçu par les miens comme un pelleteur de nuages. Ce sont les réalités concrètes de tous les jours que j'ai vécues et observées qui m'intéressent et desquelles je tire mes leçons; je demeure donc au niveau empirique. M'interpelleront les événements tout près de moi dont j'ai été témoin et les réactions des gens que j'ai côtoyés en cours de route ainsi que les lecteurs qui liront ces lignes.

Aucun diplôme ni aucune expertise de notre part ne sont requis pour proposer à nos concitoyens que ceux qui ambitionnent de gouverner doivent écouter leurs commettants et refléter leurs préoccupations et leurs soucis et donner suite à leurs aspirations légitimes, ce en quoi la majorité d'entre eux pêche misérablement

et de plus en plus, au nom du dogme et de l'idéologie qu'ils cherchent à leur imposer grâce à l'argent et au discours mensonger qu'ils leur livrent.

Mais si le politique a des devoirs, le citoyen en a tout autant. Il doit consulter sa dignité d'être humain, sa vérité propre, avant son portefeuille ou ses autres intérêts personnels et échanger avec ses pairs quand il s'implique dans l'action civique ou se prévaut de son droit de vote en période électorale. Il constatera alors qu'il est en synchronisme avec les opinions éclairées de tous ceux qui ne sont pas prisonniers de quelque idéologie ou d'intérêts personnels financiers ou émotionnels trop marqués. C'est le bien commun que le commettant libre recherchera les jours de scrutin et par là le sien propre. Je parie qu'au fond de lui-même c'est la paix qu'il veut toujours, l'égalité et la fraternité aussi, la sécurité et l'entraide, la reconnaissance de sa différence.

Et pourtant, où que l'on se tourne, le message d'un nombre grandissant de nos politiciens, est toujours le même: faites-moi confiance, je suis homme d'affaires, ingénieur, économiste, je sais gérer (comme si l'économie constituait à elle seule la raison d'être du vivre ensemble de l'humanité et de sa bonne intendance) j'ai à cœur votre bien-être, mon adversaire avec ses politiques toutes croches fera votre malheur. Et on leur emboîte le pas car leur parler, si axé sur les solutions simplistes et les préjugés au goût du jour, reste agréable à entendre.

Soyons plus directs et plus subtils. Qu'il s'agisse des relations binaires qu'épouse le Tea Party américain ou son pendant canadien l'Alliance de Stephen Harper et compagnie ici au pays; ou qu'il soit question de leurs discours sophistiqués sur la loi, l'ordre et la punition ou de leur modèle multiculturel; ou enfin qu'ils nous entretiennent de cette obsession malade de balancer le budget dans l'immédiat contre vents et marées et rapetisser l'État à sa grandeur minimale, juste assez pour assurer la protection des richesses et de la sécurité de ceux qui ne souffrent de rien; on emprunte lorsqu'on pense et agit ainsi, par tous ces moyens inutiles ou même contraires au bien-être de la grande majorité des humains, une voie sans issues quel que soit le point de départ des analyses qu'on multiplie pour se donner gain de cause.

La question qui se pose à moi est donc tout indiquée: pourquoi les humains en si grand nombre optent-ils toujours pour ce qui les divise? Pourquoi ceux-là mêmes qui se réclament de la tradition

judéo-chrétienne, qui ont vécu à la même époque que moi, face aux mêmes problèmes et qui ont été façonnés par les mêmes expériences de vie, ont-ils choisi la voie du dogme et de l'intolérance, une voie qui va en sens contraire à celle de l'amour, seul apte à procurer aux humains le bonheur véritable? Est-il si étonnant que notre pays, voire le monde entier soit en si mauvais état?

Nous ne sommes pas naïfs, et la complexité des problèmes qui demandent des solutions ne nous échappe pas. Ce n'est pas d'avoir failli à la tâche dont on nous accusera mais de n'avoir pas mis l'épaule à la roue.

Faute de ressources et de connaissances qui nous habiliteraient à trouver réponse aux questions de l'envergure que l'on sait englobant la planète entière et qui dépasse nos modestes moyens, il me semble qu'une tâche plus à notre portée et à celle de nos concitoyens canadiens et québécois serait de mise et davantage profitable. Nous nous arrêterons donc à deux personnages contemporains, Stephen Harper et Pierre E. Trudeau et tenter à travers eux d'analyser à notre modeste manière les raisons qui les ont poussés en complicité avec d'autres humains (en trop grand nombre) un peu partout à travers le Canada, à œuvrer dans une direction qui a acheminé notre pays vers un échec lamentable de la fédération. Pourquoi n'ont-ils pas recherché toujours la fraternité, la solidarité, en somme l'humanité? Elle est là, la question! Qu'a-t-on fait de son prochain? De ses besoins, de ses désirs? De sa dignité?

Nous nous demanderons donc dans les pages qui suivent quel est l'apport de ces deux personnages, politique et autre, au mauvais tournant qu'a pris le Canada? Ils sont parmi ceux qui ont le plus marqué l'histoire de notre pays depuis les années 60. L'un a voulu saboter le Canada tel qu'il était à son arrivée au pouvoir, l'envie du monde, et s'en donne toujours à cœur joie depuis son trône dans la Capitale canadienne, l'autre a *mis le Québec à sa place* l'empêchant de pleinement se réaliser à tous les niveaux, n'en déplaise à ceux pour qui l'économie au service des nantis constitue le seul critère de réussite admissible et le seul centre d'intérêt qui les habite.

Si l'homme est prêt à batailler ferme pour assurer les nécessités de la vie à lui et à sa famille, il ne vit pas que de pain. Il carbure aussi à l'égalité des chances, à la beauté et à la bonté, à la connaissance, à la culture et au respect de sa personne, de sa différence, à l'amour.

Mes identités canadienne et canadienne française sont en lambeaux, mais la partie n'est pas jouée. Pourquoi ne serait-il pas de mise d'imaginer pour notre pays comme pour le monde entier, des pistes de solution axées sur notre humanité commune? Une recette idéale, me semble-t-il, pour régler les conflits humains. Elle est la seule en fait qui ait toutes les chances de réussir.

Plus personne ne veut entendre raison, dira-t-on, le monde poursuit sa course vers le néant. Plus rien à faire. Plutôt que répondre présent à cet appel au défaitisme à peine voilé et en dépit du même constat que je fais du glissement du monde vers le néant, je choisis de ne pas céder au cynisme et de m'attaquer plutôt, puisant à mes expériences de vie et à mes maigres ressources, à la tâche de dénoncer les politiques néfastes de ces deux hommes qui, loin de loger dans l'exercice de leurs fonctions aux antipodes l'un de l'autre ainsi que les apparences nous inviteraient à le croire, ont marché dans un même sillon machiavélique à bien des égards. Pourquoi l'ont-ils fait? Pourquoi n'ont-ils pas compris la même vérité que moi – quelle arrogance de ma part! – et poursuivis les mêmes desseins que nous?

Je les présente tels qu'ils me sont apparus à partir des premières loges où je me terrais en témoin privilégié, mine de rien, au cours de mes années de vie professionnelle. L'un et l'autre affectionnaient, dans les mots d'un chroniqueur dans un journal local que je feuilletais dans une salle d'attente l'autre jour, la joute dans laquelle on préfère démontrer que l'autre a tort plutôt qu'avoir raison ensemble. La concertation leur était étrangère car ils étaient en possession de la vérité.

Tous deux autocrates rigides, rarement à l'écoute, partisans de la loi et l'ordre loin devant les droits fondamentaux, multiculturels d'attitude et de pensée, ennemis acharnés des droits collectifs et enfin disciples d'une même vision religieuse individualiste, à la mouture évangéliste pour l'un et personnaliste à la Mounier pour l'autre, deux hommes de droite pour tout dire, à saveur différente pour le deuxième – j'insiste et je signe, sachant que l'on sourcillera devant mon insistance à vouloir coller l'étiquette de droite à Pierre Trudeau – un mélange explosif qui nous a livré deux sociétés, le Canada d'une part et de l'autre une société distincte au Québec, ni l'une ni l'autre présentement en mesure, en partie à cause d'eux, de se développer de façon ordonnée dans l'harmonie, dans la paix et le respect mutuel de ses habitants.

Pour redresser le tir – il se fait tard, ça urge – il faut se défaire du premier (qui nous gouverne toujours) lors du prochain appel aux urnes et le cas échéant au-delà de cet appel, pour l'empêcher de perpétuer ses agissements malfaisants et en même temps mettre de côté le legs pernicieux que le passage de l'autre au pouvoir nous a laissé. Aucun défi d'importance autre que ces deux-là ne se présente à l'horizon dans notre petit monde politique à l'envers.

Non seulement cette mission englobe-t-elle toutes les autres, telles la promotion de la démocratie, la justice sociale, la paix et l'égalité sans compter l'unité nationale que j'inscris en priorité sur la liste des problèmes à confronter, mais aussi, aidée de la majorité silencieuse en mal de démocratie véritable, notre mission assurera-t-elle, si elle réussit à toucher les cœurs de quelques concitoyens, la pérennité de ces valeurs humanitaires qui nous sont chères. Magistrat que je fus, je me fais résolument sentencieux – affaire de déformation professionnelle – et refuse à l'avance tout droit d'appel à ceux qui ne pensent pas comme moi, comme Ratzinger alors au pouvoir à Rome le fit dans sa Déclaration *Dominus Jesus*, sauf que ce présent traité, à l'encontre des prononcés de l'éminent théologien, se veut tout sauf dogmatique. Je veux dire que mon humanité sera la clé de voûte de mes propos, comme, je l'espère, elle guidera un jour l'ensemble de mes compagnons de voyage sur cette planète Terre.

Les premiers pas

Avant d'entrer dans le vif du sujet, allons à ma rencontre. Il m'incombe, en effet, en ce début d'ouvrage d'effectuer un retour en arrière, comme je le ferai d'ailleurs tout au long de l'exercice. Question de dresser la table tout en précisant l'état d'esprit qui m'animait quand je partis à la conquête de l'univers. La mémoire sélective jouera le rôle pernicieux que l'on sait : celui de fausser la réalité objective des péripéties sélectionnées, si tant est que l'objectivité existe en ce monde. Mais la clarté et la compréhension de mon propos requièrent ce regard vers le passé. Le risque en vaut donc la chandelle.

Appartenant à la tendance social-démocrate, je confesse d'emblée que je campe à gauche de façon globale. D'où la question : à quel événement faut-il attribuer ma première prise de conscience de cette caractéristique particulière qui me colle toujours à la peau et quand pris-je goût à la politique? Voilà deux questions préliminaires qu'il sied d'aborder. Serait-ce lors de ma participation à ce que l'on appelait alors communément le Concours de Français ? C'est fort possible. J'avais treize ans et nous étions en 1941, deux ans après le début de la Deuxième Guerre mondiale.

Y prenaient part les élèves de huitième année de toutes les écoles de langue française de la province. Je me savais déjà intelligent – en autant que l'on sache ce que ce mot signifiait – me classant toujours bon premier dans la remise des bulletins mensuels. Non pas que je m'attardais à comparer les degrés d'intelligence des uns et des autres ou à pavoiser, préférant m'amuser à perpétrer divers mauvais coups les jours de congé, là où on m'appréciait en

raison du cran que j'affichais à jeter à bas les cordées de bois des voisins le soir d'Halloween ou à retirer subrepticement un paquet de cigarettes du comptoir chez l'épicier du coin et plus précisément parce que ma réussite scolaire les impressionnait.

Lorsque vint le temps où je fus déclaré lauréat au sein de mon école et des cinq autres écoles de la ville lors des préliminaires du grand Concours, pour me mesurer par la suite aux élèves de toutes les écoles de la région du grand nord de l'Ontario en vue d'une compétition finale éventuelle dans la capitale du pays, on me mit au travail à l'écart des autres pour rehausser mes compétences en composition, la pauvreté de ma langue écrite étant à l'époque mon point faible.

Deux mois durant, jour après jour, je composais des phrases, des contes, des récits, en compagnie d'Alphonse Daudet et des autres auteurs que privilégiait ma monitrice. Elle me reprenait, corrigeait mes travaux, me faisait pencher cent fois sur le métier.

Et voilà qu'au grand soir de la finale dans le gymnase de l'école polytechnique d'Ottawa je décroche en présence de mon Curé Esdras Whissel qui applaudissait à tout rompre, le premier prix de composition justement et le deuxième d'orthographe. Le retour chez moi fut celui du héros, encensé par mes compagnons de classe. Je me promenai dans mon école, sur l'insistance des sœurs, d'une classe à l'autre, de la 7^e à la 6^e et à la 5^e pour expliquer la raison de mon succès.

Je tenais pour acquis que dans la famille parmi mes frères et sœurs, mes notes de classe étaient les meilleures. Ma mère avait déclaré en présence de mon grand frère que j'étais son plus doué, rien de propice à mousser l'estime de soi chez mon aîné qui ne m'en avait jamais tenu rigueur, en raison sans doute de la conviction qui était la sienne que notre petite mère s'était trompée.

À partir de ce moment je me sentis destiné pour de grandes choses. Je pris conscience que la politique menait à l'adulation des foules, un effet qui flattait mon goût de la reconnaissance par mes pairs de mes talents extraordinaires. N'étant pas jeune homme à m'en attrister, je rêvais d'accéder sans effort au succès, gardant pour l'instant mon ambition sous le boisseau, mon souci premier étant toujours de m'amuser. Je ne tarderais pas à déchanter.

Dès les premiers jours de mon arrivée au collège, à peine âgé de 13 ans, je me porte candidat au secrétariat du Tennis. Mon opposant, élève de Syntaxe, timide comme pas un, la voix fêlée et

laid comme un péché mortel mais ardent travailleur à l'entretien du Tennis au cours de l'année précédente, récolte la presque totalité des votes en dépit d'un discours à l'emporte-pièce que je livre à un public ahuri par tant d'outrecuidance et d'impertinence.

J'en prends mon parti et je me réfugie dans d'autres activités ludiques et dans les études classiques, engrangeant toutes les connaissances qui feraient de moi un véritable Canadien français apte un jour à prendre d'assaut la vie culturelle et politique du Canada français. En dépit de l'échec retentissant de mes lamentables débuts, la politique constituerait le véhicule tout désigné pour me propulser aux premiers rangs de la classe dirigeante. Pour l'instant, c'était partie remise.

* * *

Au sortir de mes études classiques, alors que prime l'ère des deux peuples fondateurs, notion que véhicule surtout le parti libéral, parti choisi par la Providence pour gouverner le Canada, tout ne va pas bien dans le meilleur des mondes. Après avoir succédé à William Lyon MacKenzie King, Louis St-Laurent (mon oncle Louis comme on l'appelait chez nous) s'enlise dans la controverse concernant le pipeline transcanadien en provenance de l'ouest, une joute similaire à celle qui continue de faire des siennes au-delà de cinquante ans plus tard, le financement public en moins pour le moment. Une histoire qui se répétera jusqu'au jour où nos dirigeants reprendront l'usage de leur sens commun et passeront une fois pour toutes à l'énergie renouvelable.

Les mineurs sous terre se morfondent sans merci du matin au soir et bataillent en vain pour soutirer à l'employeur une rente de retraite minimale. Ils recourant à la grève pour appuyer leurs demandes. Saupoudrée de violence celle-ci s'avère longue, inutile et plus coûteuse pour les travailleurs que pour les exploités dont le gousset est sans fonds, comme il fallait s'y attendre. Rien n'y fait, le syndicat n'est pas de taille contre la minière Hollinger et la police à son service. Tête basse, les travailleurs retournent au travail.

Faisant contrepoids à ces forces économiques invincibles, tout en tenant lieu d'agents de sécurité sociale et de santé, les groupes religieux gèrent les hôpitaux, les lieux d'enseignement, ils secourent

les victimes des sinistres et les médecins au dévouement inlassable se rendent à domicile se déplaçant même la nuit sans rémunération préalable pour secourir les femmes enceintes et les malades. Le filet social aux mains du gouvernement se tisse peu à peu.

Les avancées technologiques de l'heure qu'on devait à Thomas Edison et Alexander Bell, grands héros de nos années d'enfance, nous émerveillaient presque autant que l'imprimerie avait ému les habitants de l'Europe à l'époque de la révolution industrielle. Après l'ampoule électrique, les batteries, le téléphone, la télégraphie, le phonographe, le fax et autres inventions connexes, aucune autre percée technologique de marque ne trouble la vie lente et traditionnelle des Canadiens-français, sauf les téléviseurs qui viennent tout juste d'entrer en magasin.

L'année 1953 sonne la tenue d'une élection fédérale. Étudiant en Common Law à Toronto, j'habite la résidence Newman (*for catholic gentlemen*) sur la rue St. George dans la circonscription de St. Paul, un repère de vieux libéraux prenant les électeurs pour acquis. Vêtu d'un habit chic et son nœud papillon à l'avenant, Lester Bowles Pearson Ministre des Affaires extérieures, s'adresse à la gente étudiante à Osgoode Hall dont je suis. Nous sommes réunis dans la grande salle appelée *Convocation Hall*, pour entendre l'orateur du jour. Sa prestation m'impressionne. Se situant au-dessus de la mêlée il nous parle de paix laissant présager le rôle clé qu'il allait jouer dans la saisie du canal de Suez par les autorités égyptiennes. Voilà, me dis-je, un homme politique d'envergure qui a le souci de ses frères humains ici comme outremer, au Moyen-Orient et partout ailleurs dans le monde.

Le lendemain, je me laisse recruter à titre bénévole par les organisateurs du Parti libéral et je parcours le comté de long en large en compagnie de mes confrères apprentis juristes, pour mousser la candidature d'un illustre et fade inconnu du nom de Rooney. Après avoir pris sa mesure, je m'acquitte de mes tâches sans enthousiasme. Et suite à la visite surprise dans nos locaux de campagne du candidat conservateur Roland Mitchener, futur Gouverneur général, les transfuges ne se comptent plus. Le contraste entre les deux candidats ébranle les libéraux les plus mordus. Notre propre candidat est défait à la joie de tous. J'ai maintenant la piqure de la politique.

Suivent les assemblées politiques, les visites au Parlement canadien. Je m'abonne à Hansard et je m'immisce dans la politique à jet continu. Et voici que l'année 1956 se pointe. Je me revois dans

l'enceinte de la Chambre des Communes, section des visiteurs, témoin des débats houleux entourant le prêt de \$80,000,000 à la Trans Canada Pipeline consenti par C.D. Howe Ministre du Commerce. John J. Diefenbaker, chef de l'Opposition, livre un réquisitoire foudroyant à l'encontre de la mesure. René Beaudoin siège à titre de Président de la Chambre et faisant étalage d'une partialité éhontée se discrédite et remet sa démission.

En 1957 c'est le règne Diefenbaker qui s'amorce. Déçu de l'arrogance libérale, je lui accorde mon appui ignorant tout de son insistance à faire disparaître le trait d'union qui consacre ma différence dans ce pays gouverné par les anglophones. Mon champion des prairies, narcissique jusqu'à l'os, a tôt fait de me rebuter à son tour. Il n'entend rien à la Confédération canadienne, ni à l'histoire du pays, ni à mes préoccupations identitaires. Pearson est élu à la direction du Parti libéral, je retourne au bercail.

Le Parti Libéral de Lester Pearson

Nouvellement parvenu à l'exercice de ma profession devant les tribunaux ontariens, j'avais vite compris que les grands principes d'Habeas Corpus, la présomption d'innocence, la suprématie de la règle de Droit n'étaient bons, trop souvent, qu'à étayer les discours. Repue de formules et de symboles d'un autre âge, l'institution majestueuse de la justice britannique montre des faiblesses étonnantes.

Oyez! Oyez! Oyez! Sa Seigneurie (*Anglo-saxonne*), de la Cour Suprême d'Ontario s'amène – les gens d'origine italienne ou juive en sont systématiquement écartés à cette époque, les francophones aussi sauf un, sorte de témoin de l'ouverture d'esprit de la majorité – résolue à se défaire des différences qu'affichent les êtres de culture et de religion étrangères, les parrains en provenance de la partie sud de la botte italienne à la morale étriquée, les personnes déplacées aux habits démodés, les trouble-fêtes aux cheveux longs qui s'expriment mal en anglais, les francophones qui baragouinent cette langue du majoritaire, bref ces êtres différents et souvent malfaitteurs qui viennent troubler les aises de la classe dirigeante et peinent à se conformer à sa culture, à ses us et coutumes supérieurs. Ceux qui s'élèveront seront abaissés annoncent les Écritures mais la justice ne s'embarrasse pas des citations évangéliques, elle règne au-dessus d'elles au service d'un *État de droit*, pour les gens bien mis aux allures normales, c'est-à-dire de culture britannique. My Lord, se font-ils appeler.

Partiellement anesthésiés, les citoyens dociles se rangent de leur bord, en ont-ils le choix? D'autres persistent à vilipender le système, s'en prennent aux autorités et voilà que les années soixante frappent à la porte à Paris, en Californie, au Québec et ailleurs. Les attitudes cavalières des magistrats dont les automatismes me contraignaient tant et me scandalisaient se modifient. Les Cours d'appel se diversifient, se rajeunissent et prennent contact avec la réalité. La possession d'un seul joint de marijuana ne mérite plus la prison et on agrée davantage les demandes de clémence pour délits mineurs mises de l'avant par les pères et mères des jeunes accusés délinquants. L'humanité ainsi que le sens commun sont de nouveau à l'ordre du jour et la Magna Carta revient en trombe.

Les nombreuses travesties du Droit avaient donné suite à la loi Diefenbaker sur les droits et libertés et en 1982 à la Charte Trudeau dans une nouvelle Constitution rapatriée de Londres avec l'aide incongrue du Juge-en-chef de la Cour Suprême du Canada, sans l'assentiment du Québec.

Pour ma part, j'exerce ma profession perdant peu à peu mon innocence face à un système de justice en voie d'amélioration mais dont les défaillances crèvent toujours les yeux et le cœur. La justice humaine est lente, elle est coûteuse et elle est aveugle. Il y avait loin des énoncés altiers des principes juridiques à la réalité sur le terrain. Je n'avais pas encore tout à fait compris que la justice était humaine et non pas d'espèce divine.

Les années soixante avaient sonné un réveil longuement attendu, fait d'audace et de contestations de tout genre. Mes prises de position contre les privilégiés de l'heure et leurs institutions se multipliaient peu à peu; tout doucement, une flamme en moi s'avivait de défenseur des opprimés. Les Kennedy avaient conquis la Maison-Blanche, les vents soufflaient du bon côté. Ma conversion avançant à petits pas, progressait inexorablement au gré de ma société qui elle-même se libérait peu à peu aux mains de nos gouvernements libéraux. Le mouvement fut de courte durée au sud du 45°. Les vents avaient vite tourné là-bas encore une fois en sens contraire après la mort des Kennedy, au nom de la sécurité et de la liberté.

Je m'étais mis à militer au sein du parti de Wilfrid Laurier à cause de Pearson, de son humanité et de son entourage composé de Walter Gordon, McEachen, Kierans, Marchand, Pelletier et Don MacDonald (ce dernier devenu homme de droite plus tard comme Paul Wolfowitz chez nos frères américains, bien que plus tempéré

que ce dernier). Si j'abhorrais les assises philosophiques de l'aile droite du Parti libéral sous le contrôle des Sharp, Winters et Hellyer, la gauche au sein du gouvernement Pearson me reconfortait. Et cela me suffisait que mes mentors au sein de ce parti soient à mes yeux majoritaires.

Outre frontière, au contraire, la montée du conservatisme s'accentuait sous Richard Nixon appelé tricky Dick qui avait pris le relais des Kennedy et de Johnson. Chez nous, avec le Régime des rentes et l'accès universel aux soins de santé, le filet de sécurité s'était construit sans aucune opposition sérieuse de la part du parti conservateur encore trop fractionné pour soutenir une opposition efficace. Si je me réclamaient de la gauche j'acceptais qu'il faille gouverner du centre. Le capitalisme au service du bien commun triomphait enfin et l'univers ne ferait jamais plus marche arrière au Canada, pensais-je dans ma grande ingénuité. Or la droite ou le capitalisme de droite ne dormait jamais ainsi que l'apprit le pays à ses dépens.

* * *

Assuré en bon libéral d'être compté parmi les bons – les méchants étant les conservateurs – et promis, me disait-on, à un brillant avenir, je m'installe solidement dans ma profession d'avocat heureux de savoir que les politiques de mon parti allaient toujours triompher et s'imposer au profit des plus vulnérables.

On était à l'ère des gouvernements minoritaires du début des années 60. Dans un suprême effort pour conquérir la majorité, les bonzes du Parti libéral s'extasiaient des majorités écrasantes que j'accumulais dans mes courses annuelles à l'échevinage se tournent vers moi cherchant à reprendre le comté des mains du NPD. Je succombe au chant de la sirène ou du cygne et me fait rosser impitoyablement à l'élection 1965 par le populaire député du NPD dans la circonscription de Timmins. Le rêve d'effectuer une entrée triomphale à la Chambre des communes s'évanouit à tout jamais. Perdre quand même mon intérêt pour la politique et j'acquiesce un respect sans mélange pour ceux qui pratiquent passionnément ce métier dit du bien commun. Aussi ma déception fut grande quand la gangrène de la corruption se mit à faire ses ravages.

Pour avoir côtoyé Lester Bowles Pearson pendant quelques jours lors de la campagne de 65 et avoir partagé la tribune avec lui, je voue une admiration sans bornes à sa largeur d'esprit, à son humanité et aux efforts qu'il met de l'avant pour comprendre le Québec et lui réserver une place de choix au sein du pays. Si, pour régler les conflits d'unité nationale l'histoire retient, ainsi que je crois, que son choix d'une Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et la mise en vigueur subséquente de ses principales conclusions, ne furent pas des plus heureux du point de vue de l'avenir des francophones au pays, bien qu'elles constituaient peut-être un rempart de taille pour contrer la menace américaine, je ne mettrai jamais en doute les qualités de ce grand diplomate muni d'une grandeur d'âme peu commune. Pour le plus grand malheur du pays, par contre, et grâce à lui, Pierre Trudeau fit un jour son irruption sur la scène fédérale.

Évoquer de façon adéquate et précise, avec presque 50 ans de retard, les sentiments qu'avait provoqués chez moi l'arrivée de Pierre Trudeau sur la scène fédérale m'apparaît mission impossible. Pour avoir été lecteur assidu du *Devoir* et de *Cité Libre* à cette époque, je le connaissais de réputation: un homme de grande intelligence qui défendait les travailleurs de l'amiante et s'opposait aussi farouchement à Duplessis que Gérard Fillion le faisait en éditorial dans les pages du *Devoir*.

Je le vis en personne une première fois dans une assemblée du parti libéral dans la Capitale nationale, à laquelle il assistait tôt après son élection à la Chambre des Communes. Panéliste invité, il avait brièvement pris la parole sans se distinguer d'une quelconque façon. Son apparence physique était décevante selon la première impression que j'en eus et son verbe aussi. Claude Ryan du *Devoir* avait harangué les délégués qu'il avait éblouis par son assurance et la clarté de sa pensée.

Puis vint quelques mois plus tard l'accession du nouveau venu au poste de Ministre de la Justice. Pearson avait vu juste, cet homme deviendrait son successeur. C'est alors seulement que je pris conscience de quel bois il se chauffait.

Il y eut d'abord la rencontre entre lui et Daniel Johnson Premier Ministre du Québec. Sa prestation télévisée lui avait valu de remporter le débat haut la main contre son adversaire selon l'ensemble des fédéralistes, les mous comme les durs. On assistait en-

suite aux modifications du Code Criminel qu'il proposa et fit adopter, notamment en matière de sexualité dans les chambres à coucher.

Avant même qu'il n'accède à la Justice, le Ministre de la Justice d'alors, Ron Basford, s'étant désisté pour cause de maladie, on avait pressenti ce nouveau député assistant de Pearson pour prononcer le discours de clôture à une réunion pancanadienne, qui se tenait à Vancouver, des Procureurs de la Couronne. Notre homme, m'avait-on dit, dans un exposé magistral et limpide avait fait le tour de la Constitution et du Droit Criminel canadiens deux heures durant sans notes ni aide-mémoire.

À son retour de la réunion, le Procureur de la Couronne en fonction dans le District judiciaire de Cochrane dans lequel j'exerçais, me demanda si je connaissais un jeune député du nom de Pierre Trudeau. Lui disant que oui, ce Britannique indéfectible, d'âge avancé, unilingue et conservateur traditionnel se mit à faire son éloge. Jamais n'avait-il été témoin d'un tel exploit. Il voterait libéral pour la première et seule fois de sa vie au scrutin qui avait suivi en 1968. Décidément, de grands bouleversements se tramaient dans la politique canadienne.

Puis les acteurs se déployant comme prévu, Lester Bowles (Mike) Pearson tire sa révérence déclenchant une course à la chefferie du Parti libéral et par le fait même au poste de Premier Ministre. Me voilà donc délégué à la convention à titre de candidat défait. Certains ténors du Parti brûlent de voir Pierre Trudeau s'inscrire sur la liste des aspirants, ce qu'il accepte de faire après quelques semaines de délibération.

Les Paul Martin senior, les Kierans, Hellyer, Green, tous défilent chez nous sollicitant notre appui et tous ont droit à une courte rencontre dans un modeste restaurant de la ville. Lorsque les aides de Trudeau, par contre, nous communiquent son intention de nous rendre visite à son tour, c'est l'euphorie. Le projet d'une réception à la mesure de l'homme se met en branle. Je me porte volontaire pour le rencontrer à son arrivée à l'aéroport en compagnie de deux autres délégués. Après une brève escale au domicile d'un ami pour casser la croûte, nous le conduisons à la salle du gymnase de l'école secondaire publique réservée pour l'occasion. Le billet d'entrée est de \$1.00, question de renflouer les coffres du parti. La salle est comble, remplie à craquer.

Jamais homme politique n'a subjugué une foule avec autant d'éloquence et de panache. Se délestant de son manteau de cuir dans un geste énergique, il monte sur l'estrade et se braque devant la foule. Attendant patiemment que le silence complet s'installe, il se met à parler. Cette foule, disparate, composée d'hommes, femmes, jeunes et vieux, libéraux et conservateurs, syndicalistes, hommes d'affaires, assoiffée de l'entendre l'applaudit à tout rompre. Suivent les questions sur la guerre du Vietnam, l'économie, l'unité du pays, l'avortement, auxquelles il se prête calme et posé une heure durant, maître absolu du jeu. Le comté lui est acquis ce soir-là. Il quitte à bord son jet privé et se lance à la conquête de l'électorat canadien. La Convention qui suit le consacre Premier Ministre du Canada. Je n'ai jamais été aussi fier d'être francophone, ne me doutant même pas que je verrais en lui un jour l'ennemi le plus acharné de mon identité profonde, le fossoyeur de la nation canadienne-française.

Voilà donc le Canada dans lequel je comptais œuvrer pour le bien du pays à la veille de mes quarante ans. Avant d'effectuer la présentation formelle de mes deux fossoyeurs, il s'avère utile, je crois, de situer le contexte historique au sein duquel leur héritage funeste s'est concocté puis exécuté, à l'aide de fourberies et d'astuces à tromper même la vigilance des plus avisés et des mieux aguerris au sein de la gente politique canadienne.

Les deux visions du pays (rappel historique)

Nos deux fossoyeurs n'arrivaient pas de nulle part. Leur trajectoire s'insérait dans une histoire laquelle, dans ses lignes directrices, était bien connue et largement incontestée. Elle avait, d'ailleurs, été recensée à satiété par nos historiens, des plus anciens comme Garneau, Rumilly, Chapais, Bibaud et d'autres, à nos têtes de fiche contemporaines.

Le deuxième de mes deux fossoyeurs, Premier Ministre depuis 2006, issu de la communauté anglophone qui domine sur le Canada depuis la cession du pays à la couronne britannique en 1763 avec tout ce qu'elle comporte en sa faveur de symboles, de péripéties historiques, de précédents judiciaires et d'institutions monarchiques en pleine vigueur, ne courait aucun risque quand il entreprit de changer le pays dans le but de le voir refléter les racines et traditions britanniques conservatrices qui lui sont si chères.

Le premier fossoyeur pour sa part, heureux d'avoir été le bénéficiaire d'un régime juridique conforme à l'histoire et aux traditions sociales comme religieuses de sa province, en raison de l'Acte de Québec de 1774 et de la Constitution de 1867, s'était dit qu'il était temps de passer à autre chose. Les problèmes étaient réglés nous avait-il dit une fois que fût consolidé son pouvoir politique. Nous n'avions appris que trop tard la nature perverse de ses convictions profondes sur l'avenir du Canada. Nous avons négligé de consulter ses écrits.

Héritiers en pays anglais de la thèse des deux nations ou des deux peuples (fondateurs), les francophones hors Québec étaient totalement opposés aux idées assimilatrices exprimées par lord Durham dans le rapport qu'il fit à Sa Majesté au milieu du 19^e siècle préconisant l'union des deux Canada. Nous dormions en paix, assurés qu'étaient nos dirigeants de la diaspora que la Constitution de 1867 exprimait clairement la thèse des deux nations qu'on nous avait transmise et que la première confortait la deuxième.

Nous étions donc partis heureux dans la vie confiants de notre place de choix dans ce beau et merveilleux Canada, paisible et tolérant et qui cesserait de rappeler à ses ressortissants francophones l'humiliation de la défaite des Plaines d'Abraham et l'acrimonie des années qui avaient suivi; un pays qui ne permettrait plus jamais la répression des droits de ses minorités autant francophones qu'anglophones, par la déportation ou de toute autre manière moins ignoble.

Les minorités anglophones au Québec comme les minorités francophones dans l'ancien Haut-Canada participaient de l'une ou de l'autre des deux majorités qui s'étaient solennellement engagées à former ensemble un pays dans le respect intégral des droits de tous. Il y eut bien sûr par la suite la pendaison de Louis Riel ainsi que le règlement XV11, mais de telles aberrations n'avaient pas été nombreuses. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) demeurait l'arme sacrée à laquelle on pouvait recourir avec succès quand les conflits surgissaient. Ce qui importait c'est que les identités respectives des Anglais et de ceux qu'on appelait alors les Canadiens-français, situés au Québec pour la majorité d'entre eux, étaient bien définies et classées. Elles pouvaient continuer leur chemin et n'allaient jamais s'effriter ou se fusionner l'une avec l'autre.

À notre insu les choses s'étaient déjà gâtées, non pas tellement par d'autres actes répréhensibles mais par le développement naturel d'un pays soumis aux lois et aux forces évolutives auxquelles notre propre société ne pouvait échapper, autant en raison des éléments qui la composaient à l'origine et des conditions qui avaient présidé à sa naissance constitutionnelle qu'en raison d'autres facteurs internes et externes dont elle ne pouvait contrer l'influence. On n'avait qu'à penser à la démographie, à la dynamique des relations majoritaire-minoritaire, au commerce intérieur et extérieur, à la présence d'un jeune peuple dynamique au sud du 49^e parallèle de culture et de langue anglaises, aux guerres et autre réalités mondiales, à l'immigration, à

l'influence de l'Église catholique et des autres églises, à la force de caractère des chefs en présence, sans oublier les décisions de la Cour Suprême du Canada, presque toutes favorisant le Parlement fédéral au détriment des Provinces – au contraire de ce que Lord Haldane avait fait avant l'abolition du Conseil Privé de Londres – que ce soit dans la clause générale *Peace Order and Good Government*, ou dans le pouvoir du Fédéral de dépenser en matière de juridiction provinciale. Bien malin celui qui aurait pu prédire avec certitude au moment de signer l'illustre parchemin en 1867 ce que l'avenir réservait à la société canadienne dans son ensemble et autant à celle du Québec en particulier, sauf que cette dernière selon les gens éclairés partait sur un très méchant pied.

Certains signes avant-coureurs des difficultés que le jeune pays allait devoir affronter sans jamais réussir à les conjurer ou les solutionner, auraient pu alerter les plus clairvoyants. En effet, les deux peuples fondateurs n'étaient pas faits pour s'entendre munis d'un document fondateur de cette nature; d'une constitution, qui donnait au peuple vainqueur tous les pouvoirs d'une nation souveraine, ne réservant à l'autre que des pouvoirs en matière d'ordre local et subsidiaire ou accessoire, garantissant sa mise en tutelle permanente.

Comme Sir George-Étienne Cartier avant eux, ses descendants faisant partie de l'élite ultramontaine canadienne- française de l'époque, épousant la même vision que lui de l'avenir de la fédération, s'étaient mis un bandeau sur les yeux tout en se repliant sur une Église prêchant le salut éternel. Durham leur avait pourtant dit qu'ils faisaient partie «d'un peuple sans histoire et sans littérature... ils ne pouvaient espérer aucunement dans la survie de leur nationalité.»

Cette élite n'était pas de taille à se mesurer à l'Anglais et son flair des affaires; le capital était anglais et le reste suivait. Le Canadien-français serait exclu du développement du nouveau pays devenant vite perdant dans un jeu dont il ne connaissait pas les règles.

Cette société du Bas-Canada faite d'hommes et de femmes en apparence heureux de leur sort irait son petit train perdant d'année en année une bonne part de ses effectifs qui s'exileraient en grand nombre en quête d'une vie meilleure au pays de l'Anglais en Ontario ou dans l'Ouest canadien ou encore outre frontière au Maine, au Vermont, au New Hampshire ou à Flint dans l'État du Michigan, dont mes propres ancêtres du côté maternel. Ceux qui resteraient formeraient une société traditionnelle sous la férule de son Église sur laquelle la Providence veillait.

Les intentions, avouées ou non, des deux parties contractantes, n'étaient pas les mêmes de toute évidence qu'exprimait chacun des orateurs qui avaient pris la parole à Québec et à Charlottetown entre 1864 et 1867 et qui avaient fini par apposer leur signature le moment venu sur l'Acte constitutionnel fondateur du Canada – un seul représentant du Bas-Canada Sir George-Étienne Cartier dont le refus de consulter la population était connu, c'est important de s'en souvenir quand on aborde le sujet de la légitimité – les uns croyant consacrer une fois pour toutes leur supériorité de vainqueurs, l'assimilation des vaincus n'étant plus qu'affaire de temps, les autres se voyant lancés dans une belle et grande aventure comme peuple dont le statut était à jamais soldé par un engagement solennel consacré dans un texte constitutionnel irréfragable sous le seing de Sa Majesté la Reine d'Angleterre.

Puis un jour arriva l'émancipation soudaine de ce peuple – ce que Durham n'avait pas prévu – par la voie de la Révolution tranquille. Elle marquerait au Québec le début d'un nationalisme nouveau qui ressemblerait davantage à celui du Canada d'expression anglaise plus moderne et en pleine évolution, ouvert sur le monde. Celui de l'abbé Groulx, sinon celui d'Honoré Mercier avant lui, était chose du passé, même si les mauvaises langues persistaient dans leurs desseins malveillants à ravalier le nouveau au rang de l'ancien. À la guerre comme à la guerre, on étirait la vérité et le sens des choses. C'était normal, encore ne fallait-il pas qu'on se mette à croire ses propres mensonges.

Pour qui se défaisait de ses œillères et de son parti pris, il était clair que les deux peuples voudraient se mesurer désormais d'égal à égal même si l'un, le vaincu des plaines d'Abraham, fourbissait des armes de qualité et de force inférieures autant du point de vue sociologique que juridique, c'est-à-dire constitutionnel. Les plus perspicaces parmi nos chefs de file l'avaient prédit dès le milieu du 19^e siècle et bien avant la conclusion de l'entente de 1867. Les mêmes qui s'étaient opposés à Lafontaine et à son Acte d'Union de 1840.

De toute manière, un changement aussi radical dans les relations entre les deux peuples qui s'amorça en 1959, faut-il le dire, s'avérait menaçant pour celui qui avait cru la bataille gagnée pour l'avènement d'un Canada uni d'expression uniquement anglaise. Le petit coin de terre auquel l'Anglais dans sa grande générosité reconnaissait le droit d'occupation à ce petit groupe nostalgique et

folklorique d'expression française, donc de caractère distinct – on pouvait le reconnaître aussi longtemps qu'il ne faisait pas d'histoires – coulant ses jours, groupé autour de ses églises, de ses caisses populaires et ses coopératives, ne l'avait pas trop ennuyé si on passait l'éponge sur les escarmouches périodiques qui agrémentaient la vie du Dominion. Après l'adoption de la Constitution de 1867, il ne serait plus jamais question d'insurrection, encore moins de révolution.

On avait mal jugé: ce fut justement la Révolution. Pour être moins sanglante que celle de 1837 ou celles qui avaient secoué ailleurs des grands pans d'univers, elle n'affectait pas moins le cours de l'histoire prenant d'assaut les meilleurs complots du Canada anglais. Ce fut une révolution tranquille faite par les Québécois pour les Québécois. Les pères de cette révolution n'avaient pas juridiction sur nous de la diaspora et ils en avaient plein les bras de se propulser dans le vingtième siècle entraînant à leur suite un peuple souvent récalcitrant et habité par la peur. Nous en suivions les progrès car cette prise en main de leur histoire par nos frères était un peu la nôtre. Nos prêtres et évêques du Haut-Canada (Ontario), par contre, étaient partisans du bilinguisme et de la bonne entente. Ce n'était pas en créant des vagues qu'on obtenait gain de cause, sermonnaient-ils. Le complexe du minoritaire à l'œuvre cajolait sa victime modelant peu à peu ses attitudes, ses goûts et son comportement.

Les francophones de la diaspora n'avaient aucune raison de craindre le majoritaire, chantaient sur toutes les tribunes nos leaders dont plusieurs pactisaient avec l'anglophone dans leurs activités politiques et économiques là où on louait leur sens pratique et leur ouverture d'esprit. La Constitution était là, fidèle au rendez-vous dès qu'on s'en remettait à elle pour arbitrer les différends. L'Anglais n'avait qu'à se le tenir pour dit, jamais ne lui permettrait-on de brimer les droits des minorités.

La réalité, nous le savons, fut tout autre. Mais on persistait à s'enfoncer dans l'aveuglement volontaire. Ceux qui avaient craint le sort déplorable des minorités francophones hors Québec avaient été éconduits sans ménagement par leurs chefs qui clamaient fièrement sur la place publique qu'à la faveur d'une vague de bonne volonté sans précédent due aux recommandations de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme et de l'accession au pouvoir de nos trois colombes, on nous avait doté de tout ce qu'il fallait pour survivre: les écoles françaises, le droit aux procès en français, les services bilingues à Queen's Park et dans toute la

fonction fédérale. Les anglophones s'inscrivaient par milliers dans les classes d'immersion et de nombreux parents anglophones avaient envoyé leurs enfants aux écoles françaises. Que voulait-on de plus? Il fallait quand même être obtus pour ne pas apprécier tant de générosité et d'ouverture d'esprit. Les Francophones hors Québec ne s'étaient pas battus en vain pour leur survivance.

Devant les progrès accomplis, on ne permettrait à personne de démanteler le système fédéral qui nous avait si bien servis. Quelle ingratitude que de ne pas le reconnaître! Sauf que cette prémisses, prenant son origine dans les recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton, était fautive ou à tout le moins irréaliste.

Le Canada anglais depuis des lustres avait cessé de croire à la thèse des deux peuples fondateurs, voire il n'y avait jamais cru. Pourquoi alors verser dans un bilinguisme pancanadien qui n'intéressait nullement la majorité québécoise et qui suscitait de l'animosité partout au Canada anglais? N'aurait-il pas été préférable d'adopter la solution géographique ou territoriale au problème de la dualité linguistique et culturelle du pays?

Si la conception du fédéralisme retenue par George-Étienne Cartier, Pierre Trudeau et la Commission Laurendeau-Dunton tenait le haut du pavé au Canada anglais et si elle connaissait un certain succès au sein d'une partie appréciable des notables du Canada français hors Québec, c'était dû à l'impulsion de son plus prestigieux défenseur Pierre Elliott Trudeau. Aussi déconnectée de la réalité qu'elle pouvait être, elle ne manquait pas d'ambassadeurs pour l'articuler. L'autre conception dite géographique n'avait pas trouvé preneurs chez les francophones hors Québec pour la simple raison qu'à titre minoritaire, elle exigeait un constat d'échec de leur part. Il était difficile pour eux de souscrire à l'idée que leur identité française distincte était en voie d'extinction.

Il faudra bien un jour se rendre compte que le choix d'un pays bilingue – biculturel encore moins – dans toutes ses institutions publiques d'une mer à l'autre était illusoire. On n'avait pu par le biais d'une simple législation sur les droits culturels et linguistiques, enrayer le taux d'assimilation massive à travers le pays - sauf pour un territoire qu'on avait appelé la ceinture Sault-Sainte-Marie/Moncton, de l'Ontario aux Maritimes. Les forces sociologiques primeraient toujours.

Le pays, par ailleurs, était et avait toujours été constitué de deux peuples, deux grandes communautés culturelles et linguistiques, mais au fil des ans chacune occupait un territoire précis – la française étant de moins en moins présente à l'échelle du pays – un territoire dont les frontières n'étaient pas sérieusement contestées, et chacune ayant son contingent de minoritaires. Pourquoi alors avoir voulu nager à contre-courant alors que les faits ainsi que la conjoncture historique l'interdisaient?

Le Canada n'est pas le pays bilingue et biculturel dont on a voulu faire la promotion *a mari usque ad mare ad mare*. Les minorités francophones s'étaient vite fragilisées ouvrant la porte à un endoctrinement de haute qualité, un lavage de cerveau fort difficile à redresser. L'Anglais nous avait prévenus contre le Québec, de sorte que nous parlions comme lui, s'agissant du Québec, de séparation et de confrontation plutôt que de dialogue et d'accord. Avions-nous le droit de nous substituer au peuple québécois qui cherchait, conformément aux règles démocratiques, à se doter d'instruments plus sûrs et plus puissants pour survivre? Qu'avions-nous à gagner à inscrire notre voix au chapitre du NON? Avions-nous même droit au chapitre?

Et ce qui est plus grave encore, on ne cessait de répéter que si le Québec se détachait de la fédération canadienne, le signal était donné de la mort presque immédiate du fait français dans le reste du pays. C'est ainsi qu'on fit du combat pour l'unité nationale une affaire de vie ou de mort pour les minorités francophones hors Québec. Si le Québec devenait souverain, adieu la francophonie au Canada en dehors du Québec. Avait-on déjà entendu un plus grand *non sequitur*? Imaginé un stratagème aussi mesquin de la part du reste du Canada, prenant en otage les francophones en dehors du Québec pour réprimer les aspirations des Québécois à s'autogouverner davantage? Je répugne à prêter de telles intentions à mes concitoyens anglophones.

Il nous faut déboulonner ce mythe coriace qui ne repose sur aucun fait ni raisonnement qui vailent ou qui soient un tant soit peu crédibles. Les efforts nourris que nous mettrons à le faire disparaître à tout jamais de nos esprits n'auront de cesse tant et aussi longtemps qu'un seul franco-ontarien s'en nourrira pour justifier son refus de reconnaître au Québec son droit à l'autodétermination, un droit collectif qui va de pair avec le respect des droits individuels,

deux droits dont la dignité humaine impose à nos dirigeants l'obligation de respecter.

Le grand mythe

Si l'on se reporte aux années 70 qui se terminent avec le référendum de 80, alors que j'œuvre au sein de la magistrature ontarienne, je me vois, de concert avec tous mes compatriotes franco-ontariens, opposant un non sans condition à quiconque cherche à contrer le statu quo constitutionnel. Si le Québec se sépare, finies les faveurs aux minorités! Enchâssons donc le bilinguisme dans la Constitution ontarienne comme l'a fait le Nouveau-Brunswick, ce qui constituera un gage du bon traitement auquel les Québécois peuvent s'attendre s'ils restent bien tranquilles et cessent de faire des référendums. Ensuite viendra le Manitoba et les autres provinces canadiennes chacune rivalisant de générosité. Sous l'influence de la gente anglophone, j'acquiesçais à cette vision erronée de l'avenir de ma communauté franco-ontarienne.

On passait sous silence le refus de cette dernière province d'honorer l'engagement pris à son entrée dans la Confédération en 1870 de demeurer province bilingue au sein de son Assemblée provinciale ainsi que dans la rédaction et la promulgation des lois adoptées par les représentants du peuple. On reléguait aux oubliettes également les refus catégoriques répétés qu'ont opposés à de telles rêvasseries avec une constance monotone tous les Premiers Ministres ontariens tous les partis politiques confondus. Revers qui ne refroidissaient aucunement les ardeurs des fédéralistes impénitents que nous étions.

Peu à peu le mythe s'implantait accrédité par nul autre que le Premier Ministre Pierre Elliott Trudeau et par tous ceux qu'il avait formés, les Premiers Ministres anglophones des autres provinces

heureux d'emboîter le pas et se joindre à la croisade impitoyable qu'il avait inaugurée d'Ottawa contre toute forme de nationalisme (sauf celle pratiquée par le majoritaire) et contre toute velléité d'obtenir des pouvoirs additionnels pour le Québec au sein de la fédération. «Le Bar n'est pas ouvert», clamait son digne successeur, Jean Chrétien, ayant été d'ailleurs son plus fidèle serviteur.

Je m'étais mis à penser que notre Premier Ministre en selle en cette année 80 si lourde de conséquences était du même côté que Mordecai Richler, sachant fort bien qu'autant le deuxième s'en serait à juste titre glorifié, autant le premier aurait déploré avec raison qu'on l'impliquât dans une comparaison aussi odieuse. Notre capitaine était un homme d'envergure et l'autre... un talentueux crétin, diraient certains. Et n'y voyons là aucun sarcasme de ma part. Mais soyons clairs, leurs vues du Canada coïncidaient.

Conformément à la sagesse populaire au sein de la population anglophone – qui n'était on ne pouvait plus déconnectée de la vérité historique telle qu'apprise et vécue par les Québécois – au Québec vivait une nation, disaient-ils avec d'autant plus de conviction que celle-ci était mal fondée, qui s'affirmait pleinement au sein du Canada. Ses doléances étaient frivoles, puisque, s'appuyant sur les compétences qui lui avaient été dévolues par le pacte fédératif, il avait pu faire sa Révolution tranquille. Il avait donc hérité de tous les moyens, législatifs et autres lui permettant de prendre la place qui lui revenait au sein de la confédération. La preuve en était faite.

Et par-delà ses frontières, les expatriés que nous étions jouissaient de toutes les institutions et de tous les moyens nécessaires à leur épanouissement. On ne saurait espérer plus. Nous vivions dans un monde où tous y trouvaient leur compte. Sauf qu'il aurait fallu regarder de plus près. Il suffisait de lire l'article 91 de la Constitution pour apprendre en quoi consistaient les pouvoirs d'une nation souveraine.

Pour rassurante qu'elle s'avère généralement, la sagesse populaire conventionnelle fait souvent office de symbole et rien de plus, servant à conforter les façons de penser et les modes de vie de la classe dominante satisfaite de sa position de privilège. Quand la vérité éclate au grand jour, on se rabat sur le vieux cliché: on n'avait pas vu venir.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, en quittant le collège du Nouvel-Ontario où l'enseignement se donnait en français seulement par les Jésuites venant du Québec, nous apprîmes vite que l'entrée triomphale dans la vie d'adulte que nous nous étions promise allait s'effectuer dans un monde fort différent de celui dont nous avions rêvé, autre que celui des Papineau, des Henri Bourassa, des Laurendeau plus près de nous et de tous les autres jeunes intellectuels qui perçaient à l'horizon (nos héros du temps) au milieu et à l'ombre desquels nous avions cru pouvoir quérir notre réussite dans la vie.

Ce monde auquel nous accédions ne serait pas francophone, il serait bilingue, c'est-à-dire anglophone. Nos parents avaient quitté la terre natale du Québec à la recherche du travail. Ils avaient été exposés de jour en jour au lent processus d'acculturation qui allait si vite les aliéner de leurs origines. Nous serions prêtres, médecins, enseignants, dentistes. Nous serions, pour la plupart, ni aux grosses affaires ni aux postes de commande dans la politique et dans l'économie ontariennes sauf quand nos talents dépassaient d'une coudée ceux du majoritaire ou si nous devenions tout bonnement anglais, délaissant à toutes fins pratiques notre langue et notre culture originelles.

Tandis qu'au Québec, ceux qui avaient quitté la ferme pour devenir manœuvres et petits commerçants en nombre toujours grandissant, n'avaient pas été en mesure de gagner les hautes sphères de la vie économique ou politique de la nation canadienne ni même de la vie économique du Québec, toutes deux fermement aux mains des anglophones. Le climat culturel et linguistique dans lequel cette nouvelle classe de petits entrepreneurs et ouvriers s'étaient habitués à évoluer depuis la Révolution tranquille ne s'y prêtait pas. La gente anglophone avait la mainmise autant sur l'appareil étatique fédéral que sur la vie économique et financière au Québec, pendant que les Québécois prenaient d'assaut le seul débouché qui restait, la bureaucratie québécoise.

Mais toujours l'optimisme nous animait en dépit des mêmes signes annonciateurs des problèmes à venir qu'avaient entrevus les dirigeants les plus perspicaces du Bas-Canada au moment de la Confédération, Lord Durham au premier chef, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Nous les écartions sans cérémonie pour ne pas cadrer avec notre vision naïve et optimiste de notre place dans le pays; une vision confortée par nos voisins et amis anglophones avec

qui nous commercions de jour en jour pour ne pas dire d'heure en heure.

Les mêmes combats pour la survivance et contre l'assimilation s'étaient ensuite multipliés qu'avaient prévus plusieurs de nos ancêtres, soit ceux du temps de la Confédération ou soit leurs prédécesseurs lors de l'union des Canada en 1840. Tandis qu'au Québec les cadres trop restreints de la fonction publique ne pouvaient plus contenir les ambitions légitimes de ce peuple qui avait enfin pris en main sa destinée, hors Québec les jeux étaient faits pour les francophones devenus ontariois, fransasquois, franco-manitobains ou nommés Acadiens, du temps précédant la Déportation. L'acculturation à petit feu de nos communautés francophones avait déjà amorcé son œuvre de déculturation. Les Commissions Laurendeau-Dunton et Pépin-Robarts et toute l'ère Trudeau avaient permis un répit dans le processus de détérioration du fait français hors Québec pour ensuite reprendre de plus belle dans la foulée des agitations indépendantistes des années 90.

Plus le Québec prenait de l'assurance suite à sa Révolution tranquille, réveillant le vieux complexe endormi du colonisateur qui prisait mal qu'on lui dispute son hégémonie, plus les francophones de la diaspora, heureux des gains apparents que leur avait valus leur collaboration avec l'Anglais, s'éloignaient du Québec nouveau, emportés dans un courant irrésistible qui consistait à dénigrer le Québec, se joignant à l'Anglais dans la défense de l'unité nationale, à la sauce anglaise.

Deux camps s'affrontaient au Canada français de 1867: les Cartier d'un côté prêchant la bonne entente en transigeant et en pactisant avec *l'ennemi*, et de l'autre les Langevin, les Dorion et tous ceux qui comme eux craignaient l'assimilation et les injustices de la part d'une majorité anglaise en contrôle absolu des leviers du pouvoir dans cette fédération dont on jetait les bases. Chacun avec sa vision particulière de l'avenir du peuple fondateur canadien-français.

Mais pour le plus grand malheur des expatriés francophones dispersés à travers le Canada, les Langevin et les Dorion étaient maintenant tous au Québec lancés à fond de train dans leur Révolution tranquille. Et nous hors Québec étions devenus par la proximité de l'Anglais, la force des événements et de l'évolution du pays, des George Étienne Cartier, la tête enfouie dans le sable.

Que disaient les George Étienne Cartier que nous étions vivant en Ontario (le Haut-Canada d'hier) ainsi qu'ailleurs au pays? Comme notre modèle du siècle dernier, nous croyions dans une utopie. Comme lui, nous étions d'avis que les Anglais et les Français qui s'associaient dans une confédération n'utiliseraient pas leurs différences pour faire la guerre, mais travailleraient conjointement à la prospérité commune. Nous croyions également qu'aucune force, aucune loi ne pouvaient permettre à quiconque de s'en prendre à ces différences dans le but de les faire disparaître. Nous étions après tout l'un des deux peuples fondateurs.

Si, en ce qui avait trait à ces deux peuples fondateurs, cet espoir était bien fondé moyennant des amendements de substance dans les dispositions des articles 91 et 92 de la Constitution, à condition toutefois que chacun eût occupé son fief géographique propre, ou encore, si on s'en tenait à la minorité anglophone du Québec qui s'appuyait pour la suite des choses sur la majorité anglophone nord-américaine, à l'inverse, l'avenir était sombre et gravement compromis, autant pour ceux qui peinaient à survivre en situation de minorisation grandissante à l'extérieur du Québec que pour ceux qui vivaient dans les confins de cette Province munis de pouvoirs nettement insuffisants pour assurer la pérennité de leur culture, leur langue et leurs traditions.

L'apport d'un Québec plus souverain et en plein essor économique et culturel aurait été d'un précieux concours pour les Franco-ontariens dans leurs démêlés identitaires et aurait solidifié leurs attaches à la culture et à la langue françaises. Pour impopulaire qu'une telle thèse fût pour les gens dits *éclairés* qui prêchaient *ex cathedra* son contraire, elle était défendable et s'imposait même d'emblée quand on la comparait à la solution retenue par les Pères de la Confédération. Une nation francophone à ses côtés en possession de tous ses moyens garantissait mieux, me semblait-il, la survie d'une diaspora canadienne, qu'aucune loi fédérale ou provinciale adoptée par les élus pour répondre à ses aspirations, quelque généreuse qu'elle pouvait être. On en voyait la preuve à tous les tournants. Avant d'être en mesure de rayonner à la grandeur du pays, la société québécoise se devait d'avoir elle-même assuré sa survie. Et pourtant, la thèse de la répartition géographique avait échoué.

Pas plus que Cartier ne comptions-nous sur l'acharnement naturel du majoritaire à rendre le minoritaire semblable à lui ni sur la tendance correspondante tout aussi naturelle et combien plus

tenace du minoritaire à emprunter les us, les coutumes et les attitudes ainsi que la langue du majoritaire en qui résidaient tous les pouvoirs conférés à une nation souveraine. Mais sachant tout cela, les auteurs du BB avaient refusé de considérer sérieusement l'édification d'un Canada bilingue sur une base territoriale. Ils avaient opté plutôt «pour la consolidation des frontières linguistiques chancelantes des minorités francophones en voie de disparition hors du Québec». Les mots sont du sociologue Hubert Guindon rapportés dans *Tradition, Modernité et aspiration nationale*, aux éditions Saint-Martin.

Ce grand sociologue franco-ontarien, spécialiste des questions québécoises, n'était pas le seul à avoir décelé le vice caché de l'entente constitutionnelle de 1867 ainsi que celui de la recommandation principale de la Commission Laurendeau-Dunton à l'effet que la thèse des deux peuples fondateurs n'allait pas être retenue. Pierre Trudeau l'avait d'ailleurs enterrée quelle que fût la conception qu'on en avait c'est-à-dire celle de l'approche géographique ou celle qui privilégiait l'existence des deux peuples à l'échelle du pays. Les droits des francophones ne dépendraient plus que du nombre, Trudeau l'ayant déclaré dans une allocution qui n'avait pas fait grand bruit à l'époque. Le seul critère, selon lui, à prendre en compte pour justifier l'appui gouvernemental à la langue et à la culture était le nombre. C'était du Trudeau multiculturel tout pur. De sorte qu'un jour le Canada pouvait devenir chinois, italien, arabe, musulman, dès que sa proportion de la population totale le justifiait. Elle était là l'essence de la politique de Pierre Trudeau, citoyen du monde et champion des droits individuels.

Nos sources francophones auraient dû nous rapprocher de nos compatriotes québécois dont le nouvel essor connaissait le succès incomparable dont on mesurait à peine toute l'ampleur. Elles auraient pu nous rendre fiers d'eux. Hélas, l'édifice de la francophonie hors Québec se lézardait par suite de divisions profondes. En Ontario, à St-Boniface et en Acadie, on se devait d'être bilingue et large d'esprit. Ce qui signifiait que le nationalisme n'avait sa place que s'il était raisonnable et mitigé. Il était de bon ton d'avoir un peu honte d'être francophone, de s'en excuser à l'occasion et de rejeter avec ardeur les revendications du Québec.

Les anglophones faisaient mine de nous aider. Ils s'en prenaient avec nous aux éléments marginaux fanatiques du Canada anglais, comme les petits politiciens du Sault-Ste-Marie en Ontario

qui refusaient l'usage du français aux réunions du Conseil municipal ou à certains Conseils scolaires de langue anglaise qui voulaient priver les parents du droit à l'école française. Mais s'ils faisaient toujours cause commune avec nous pour combattre les feux de broussaille allumés par ces quelques extrémistes anglophones ou pour avoir raison des autres escarmouches du même genre, il en était autrement lorsqu'on dépassait les limites dites raisonnables en réclamant, par exemple, des affiches bilingues dans toutes les places publiques au pays.

Par-delà ces cas d'espèce d'accommodements raisonnables, on disait que le nationalisme était dangereux, qu'il était foncièrement mauvais comme si par définition il dépassait presque toujours la mesure. On soupçonnait de comploteur contre l'ordre établi celui qui réclamait avec trop d'insistance le service en français sur la place publique quand il était un bilingue accompli. S'il était question de la demande d'un procès en français on multipliait les remises faute de personnel pour instruire les procédures et dans le but à peine caché de décourager les demandes de procès bilingues à l'avenir.

C'était difficile pour l'Anglophone de comprendre que l'on veuille parler français quand on était bilingue, surtout quand le parler anglais du minoritaire était impeccable. Le *nationalisme* du minoritaire francophone était occasion de division, tout le monde hors Québec, francophones comme anglophones le pensant et le disant sans aucune hésitation et avec grande assurance, sauf quand l'Anglais s'en prévalait à ses propres fins culturelles et linguistiques. Il ne se disait pas *nationaliste* alors, mais un homme vertueux imbu de patriotisme et d'esprit civique. Tous les autres Canadiens, par contre, devaient éviter de s'attacher avec trop d'ardeur à la langue d'origine car le cas échéant le ghetto les happait pour en faire des citoyens de deuxième classe. Autant le francophone que l'italien ou l'ukrainien, mais davantage le premier, se devaient de maîtriser l'Anglais, la langue des affaires et la langue de toutes les autres activités sociales dans la communauté. Tel était le modèle à suivre, celui du citoyen du monde, dans un monde anglais.

Ce qui nous intéresse ce ne sont pas les politiques de la division de nos amis fédéralistes ni les vieilles revendications et rengaines du passé mais le pourquoi de notre appui indéfectible à la thèse fédéraliste d'inspiration anglophone sur l'unité nationale.

Comment avait bien pu s'installer cette méprise de toute la communauté francophone hors Québec ? On en faisait son pain quotidien partout au pays dans les écrits, les salles de réunion, dans les échanges au travail ou dans la famille sans jamais songer à la mettre en doute. Et je me demandais comment un tel mythe avait-il pu se perpétuer impunément et si longtemps au point de devenir une vérité dogmatique sur un pied d'égalité avec la Trinité alors que l'expérience quotidienne du francophone hors Québec, dont la mienne, entraînait en collision avec elle à tout moment. C'était pour le moins étonnant que nous rejetions d'instinct et sans examen les aspirations de nos frères du Québec dont nous partageons pourtant la langue et la culture, au profit de la position de l'anglais. Nous savions qu'il était biaisé puisqu'il avait tout intérêt à répandre un tel mythe qu'il savait pourtant ne trouvait aucun fondement dans la réalité et ne se justifiait par aucun argument qui tienne pour le soutenir.

Il faut dire que les tactiques démagogiques de certains de nos chefs de file nous servaient mal. On n'a qu'à se souvenir des applaudissements aux discours de Guy Bertrand qui cueillait des petites résolutions de partition comme des trophées chez les pauvres innocents vivant aux frontières du Québec dans le Pontiac par exemple et dans la partie ouest de Montréal dont on se payait la tête en les jetant dans un débat de cette envergure sans même prendre la peine de les préparer. On se contentait de faire appel à leurs préjugés. On n'avait qu'à répéter souvent que les Québécois avaient toujours tort; les chargés de mission comme Bertrand que personne n'avait mandatés, faisaient le reste.

Puisque c'était à l'école de l'Anglais que nous avions appris qu'il fallait nous opposer aux revendications du Québec, je m'étais mis à lire plus souvent *Le Devoir*, *Relations*, et autres journaux et revues québécoises, comme au temps du Collège, plutôt que le *Citizen* ou le *Globe & Mail* ou *Toronto Star*; à me brancher sur RDI plutôt que *Newsworld*; à écouter les débats de l'Assemblée Nationale et lire les biographies des personnages marquants du mouvement national québécois; à me remettre à l'étude de l'histoire du Québec dont j'avais déjà oublié plusieurs faits saillants, assuré que je ne risquais pas pour autant de manquer d'amour pour le Canada. J'y avais, au contraire, fabriqué des outils précieux m'aidant à mieux comprendre les enjeux du débat national et m'enrichissant

d'une plus grande aptitude à y contribuer autre chose que le décriage à tous crins de tout ce qui sortait du Québec.

Le Québec, souverain ou pas, n'allait pas être soulevé dans les airs par quelque pouvoir surnaturel, arraché de toute pièce au Canada et campé ailleurs sur la planète. Le Québec était géographiquement soudé au Canada. Ce qui n'entraînait pas qu'il doive démissionner de sa culture ni de sa langue face au refus obstiné de son partenaire anglais de reconnaître sa spécificité.

Agissant comme lieu d'ancrage, de par sa seule proximité géographique, plus le Québec était souverain mieux il servait la cause des Franco-ontariens, la soutenant et la mettant en valeur à jet continu. Un Québec fort servait aussi la cause du Canada tout entier. Le Franco-ontarien tenait à sa différence – ses efforts de survivance en témoignaient – il cherchait et trouvait confort dans ses contacts avec son parent voisin habitant le Québec auquel il accédait par la presse et par toutes autres communications électroniques qu'il lui plaisait d'utiliser et également en se déplaçant physiquement à plusieurs ports d'attache, comme Hawkesbury vers Grenville, Lefebvre vers Facett, Ottawa vers Gatineau, Pembroke vers Shawville et Portage du Fort, Hudson et Oka, Rouen et Val'dor dans l'Abitibi, aux abords du pont Alexandra à 100 mètres de distance du Québec, à l'ombre du Parlement canadien.

J'en avais conclu que plus le Québec était fort, plus attrayante devenait la Confédération pour les francophones de la diaspora ainsi que pour toutes les provinces anglophones qui la composaient parce que mieux outillées face à l'éléphant du sud dont l'attrait culturel, économique et politique rendait si difficile pour le Canada de s'en distinguer et de se démarquer. Pourquoi l'anglophone ne serait-il pas fier de compter dans son sein une autre nation vigoureuse de culture et de langue différentes en plein essor? Pourquoi la juger intimidante ou conquérante plutôt que fraternelle et complémentaire?

Une souveraineté accrue pour le peuple fondateur québécois donnait du relief à ma propre identité sans pour autant constituer une menace pour l'autre peuple dont je me réclamaient également. Une pierre deux coups. En dehors du Québec le monde était anglophone et le serait de plus en plus alors qu'il existait à mes côtés une province, une seule qui me ressemblait, à laquelle je m'identifiais par ma langue, ma culture, mon histoire. Quand on cherchait à lui faire perdre ses points de repère, c'est à moi dans la durée qu'on

s'en prenait et à tous mes compatriotes francophones au pays, de la Colombie à l'Acadie. Nos fossoyeurs s'en étaient-ils souciés? Le temps est venu de les confronter.

Les fossoyeurs

Que s'est-il passé au Canada sous le règne de chacun de nos deux fossoyeurs? Longtemps avant leur arrivée au pouvoir, quand je regarde par le rétroviseur et contemple le passé lointain, je vois en gros le Franco-ontarien qui s'adonne à des activités diverses de tout ordre, parlant français de façon régulière, tout à fait normale et naturelle, à l'instar des autres humains sur la planète qui vivent de leur culture et utilisant leur propre idiome ; qui prend ses ébats sous forme de saillies en famille, en groupes divers, ludiques, religieux, étudiantins, professionnels, tous grisants, en enfance comme en adolescence puis en adulte, selon ses désirs, ses pulsions du moment et conformément à la dictée de ses traits et exigences culturels, sans heurt et sans aucun conflit d'importance.

Je coule donc alors une existence parsemée de rêves, d'idéal, sans priorité particulière ni ligne de conduite définie, rempli d'enthousiasme et d'optimisme et de joie de vivre, projetant de m'engager à conquérir un monde bien ordonné, prévisible et composé de deux sociétés distinctes réunies au sein d'un même pays, l'une d'elles, la francophone étant la mienne.

Puis accélérant mes souvenirs je constate que mes repères d'antan perdent de plus en plus de leur pertinence. Il n'émane plus de ma personne cette aura d'appartenance et de familiarité que l'être humain ressent dans son pays, au milieu des siens et qu'il se remémore avec tendresse et affection les soirs de pluie lorsqu'il séjourne trop longtemps à l'étranger. Le regard que je porte sur les événements et les personnes n'est déjà plus le même. L'évolution a

suivi son cours, comme il sied, mais dans une direction qui n'est pas conforme à ce que nous étions au plus profond de notre être.

Que reste-t-il en effet en ce début du deuxième millénaire, de cette patrie du Canada juste et compatissante dont j'étais si fier? Qu'a fait d'elle mon allianciste de l'ouest? Et qu'est devenu ce Canada français au sein duquel j'ai gravité, inconscient du danger que présentait la proximité intime de la majorité anglophone et la venue à Ottawa du fondateur de Cité Libre, avec sa vision particulière de la Confédération canadienne à l'encontre de la mienne, et avec son mépris du nationalisme?

Le monde a décidément changé. Rien n'est plus comme avant. Un quelque chose s'est produit qui m'affecte au plus intime de moi-même. Au Canada anglais on pense maintenant – c'est dans l'ère du temps – que les prédictions de Lord Durham se sont réalisées. On les aura à l'usure avait-il pensé et les événements semblaient maintenant lui donner raison.

Pendant ce temps, les Canadiens-français réfugiés au Québec se disaient québécois cherchant à prendre leur élan. Ils peinaient à garder à flot leur langue et leur culture, dans la ville montréalaise au premier chef. Alors que leur affirmation identitaire se faisait plus pressante ils étaient repoussés à tous les tournants par les hordes fédéralistes en provenance du Canada anglais secondées par une certaine intelligentsia québécoise gagnée à la cause canadienne-anglaise. Ceux qui occupaient le territoire hors Québec à toutes fins utiles pliaient bagage pour se rapprocher davantage de l'Anglais. Ainsi en était allée la thèse des deux peuples fondateurs à l'échelle du pays.

De nombreux gouvernements de droite s'étaient pointés partout grâce aux débordements de la gauche des années 60. Le pendule s'était mis à prendre le chemin de la droite avec Thatcher, Reagan, suivi de celui d'une gauche-droite insipide ni figue ni raisin à la Clinton ou Chrétien, pour revenir vers la droite, tambours battants, grâce à l'élection de Bush du Texas, de Harris en Ontario, Stephen Harper à Ottawa et du Tea Party chez les Américains. Une partie importante de l'électorat canadien ne s'y reconnaissait plus, le Québec encore moins et moi-même pas du tout.

Les dérives anti-démocratiques du gouvernement Harper en toutes matières, politique, religieuse, juridique, économique et sociale, constituaient un danger tout aussi mortel pour la survie du franco-ontarien, tout aussi délétère pour lui que le refus d'adopter la thèse

des deux peuples fondateurs dans son sens géographique plutôt que pancanadien, ou plus néfaste encore que le rapatriement de la Constitution canadienne sans l'accord du Québec. En matière de démocratie on mimait servilement le gouvernement de nos voisins au sud de nos frontières. C'était aussi l'avenir de la planète qui était en jeu et non plus seulement la francophonie canadienne.

D'un autre côté, une bonne tranche de l'électorat du Québec, prenant de plus en plus conscience de sa spécificité et perdant toute confiance dans l'avenir de la francophonie hors Québec, réclamait davantage de pouvoirs, voire l'indépendance tout court et par voie de conséquence se détachait lui aussi de la notion du peuple canadien-français, donc de la théorie des deux peuples fondateurs à l'échelle du pays. Le Canada anglais et plus tard les franco-ontariens avaient emboîté le pas et avaient tourné le dos au Québec à la faveur d'une publicité négative à jet continu qui rejetait l'odieux des tensions dans la fédération canadienne sur les « accommodements déraisonnables » que ce frondeur québécois sollicitait.

Et pendant qu'on malmenait la langue et la culture du franco-ontarien, le Canada lui-même s'intégrait de plus en plus à l'économie américaine et mimait le conservatisme religieux de nos voisins engagés à se défaire de leur État et à se bomber le torse en faisant étalage de leur force militaire dans tous les coins du globe.

Mon héros de 1968 s'était retiré, son dauphin et successeur Jean Chrétien également, et pour le plus grand malheur du pays l'Alliance (évangéliste) était au pouvoir.

L'âme en peine je constate que plus rien ne va ni dans ma communauté canadienne-française devenue franco-ontarienne, ni à la grandeur de mon pays. Les deux fossoyeurs dont je décortique les tractations dans ce livre avaient fait des pieds et des mains, de propos délibéré ou par indifférence, pour livrer mes deux appartenances aux déchets de l'histoire. Témoin inconscient de la nature délirante de leurs faits et gestes, je m'étais peu préoccupé de la tournure dangereuse qu'avait prise l'histoire du peuple canadien-français. L'idée de m'en soucier et de tout faire pour contrer ses effets, avec mes autres compatriotes plus avertis que moi, ne m'avait donc jamais effleuré l'esprit.

Animé en ce début d'année 2015 du désir de me racheter de ce manque de vigilance, les dieux m'accordant encore quelques années de répit, le temps était à l'introspection puis à l'action. Je fais amende honorable à la postérité en me lançant tous azimuts

dans l'écriture pour réparer les dégâts. Résumons maintenant, un peu en bref, avant de creuser la question plus à fond, comment ces fossoyeurs s'y sont pris pour accomplir leurs funestes projets de démantèlement de mes deux patries.

* * *

Bien qu'en principe ils aient reconnu aux canadien-français le droit d'exister, en lien avec l'esprit et la lettre de l'Acte de Québec de 1774, avec l'accord de nos bienfaiteurs de la noble Albion ainsi que nos compatriotes du clergé et de la bourgeoisie qui les appuyaient, à regarder de plus près, nos deux fossoyeurs s'étaient plutôt acharnés à tour de rôle à ne pas laisser le Canada français s'épanouir. On aurait dit que le premier de mes deux fossoyeurs, bien que faisant partie lui-même de cette société canadienne-française, avait plutôt voulu en finir, comme Lord Durham avant lui, avec ce petit peuple économiquement dépourvu et donc inapte à la modernité. Sous sa gouverne, nonobstant l'inscription des droits linguistiques dans la Constitution, l'assimilation allait bon train. En homme averti, il en était conscient. Les autochtones aussi en savaient quelque chose. Les écrits de ce Lord Durham d'illustre mémoire devenaient prophétiques.

Le deuxième fossoyeur, comme ses prédécesseurs, s'était appliqué à subjuguer ce peuple francophone conquis ou à l'ignorer, le temps ferait le reste, on l'aurait à l'usage. Il pouvait continuer de compter avec l'aide de l'Église, heureuse de sa domination sur la destinée spirituelle de ses ouailles et sur tous les George-Étienne Cartier modernes qui ne voulaient rien entendre des pouvoirs additionnels pour le Québec comme l'illustraient si bien les désastres de Meach et de Charlottetown.

Par un miracle qu'on n'avait pas prévu, que d'aucuns attribuaient à la revanche des berceaux, d'autres à l'insurrection des Patriotes, à l'échec de l'union des deux Canada, aux Métis du Manitoba ou à d'autres faits historiques, la Révolution tranquille avait fait irruption sur la scène politique. Le peuple avait refusé de s'en aller, de disparaître, de s'écraser. On avait pendu Riel, puis se ravisant, on avait cajolé ce peuple francophone d'une docilité exemplaire pour mieux le subjuguer; tantôt on avait proscrit l'usage du

français comme au temps du règlement XVII et tenté par tous les moyens d'assimiler le peuple pour modifier ensuite son approche en légiférant le bilinguisme que personne, ni au Canada anglais ni au Québec, ne voulait; rien n'y fit. Le mouvement d'indépendance prit de l'ampleur. Les anglophones du pays avaient donc dû inviter et recevoir à bras ouverts les trois colombes, Pierre Trudeau à leur tête pour contrer la tendance et s'assurer de la victoire. Stephen Harper avait suivi et s'était employé à porter le coup de grâce.

L'état de guerre qui s'installa à l'arrivée de notre premier fossoyeur cadrait avec son caractère pugilistique. Il eut tôt fait de placer ses pions sur l'échiquier et fit échec à son adversaire du Québec au moyen de diatribes et d'interventions soutenues contre toute tentative d'affirmation nationale la consignant au rang de trahison pure et simple du meilleur pays au monde. Il couronna enfin sa carrière par l'adoption d'une Charte qui réduisait le Québec à tout jamais au statut de Province comme les autres.

Son allié, le Canada anglais, n'en voulait pas non plus d'un peuple émancipé à sa porte. Encore moins d'un peuple dont les gouvernants œuvraient pour le bien de tous car le néolibéralisme qu'il avait mobilisé s'était mis à régner en maître au pays, comme d'ailleurs dans presque tous les pays industrialisés. La nouvelle coqueluche des bien-pensants. Sous son impulsion et celle du gouvernement *totalitaire* qu'il mit en place à Ottawa, de plus en plus obsédé par l'économie au détriment des valeurs humaines de compassion et de solidarité et de moins en moins enclin à soutenir la dualité linguistique et culturelle du pays, le deuxième fossoyeur s'était affairé à la tâche de contrer l'influence du Québec dans la fédération.

Le modèle québécois importunait notre allianciste de l'ouest. Il n'avait aucun intérêt à fournir au Québec, mon pays d'ancrage, les outils nécessaires à sa survie de crainte qu'ils ne servent à défier ses efforts à implanter sa vision ultraconservatrice calamiteuse du pays.

Avec le Québec à sa place dans la fédération grâce au premier fossoyeur et l'opposition aux Communes décimée, il avait eu beau jeu d'adopter à sa guise ses politiques qui ne respectaient ni l'histoire ni les valeurs humanistes et démocratiques qui avaient fait l'envie du Canada au sein de la communauté internationale. Je contemplais les ruines de mon pays rempli d'amertume. Qu'allait-il advenir de cette société de Lester (Mike) Pearson architecte de la

paix dans le monde, à laquelle je m'étais donné, une société compatissante et éclairée, une société s'appuyant sur la science pour asseoir ses politiques progressistes, et s'occupant de ses maillons les plus faibles ?

Le premier fossoyeur m'a déçu profondément. Arrivé au pouvoir à Ottawa, il se chargeait de la mission de mettre fin au rêve de ses compatriotes du Québec de bâtir une patrie sur les bords du Saint-Laurent; le deuxième tout aussi déterminé que le premier fut délégué par Dieu pour remettre le Canada sur la voie régale du retour en arrière aux belles années de l'Empire britannique et pour terrasser coûte que coûte le déficit financier de l'État au détriment de la cohésion et de la paix sociale et même de la santé économique du pays.

Ce n'est pas par ces deux fossoyeurs seuls, de toute évidence, que le mal est entré. Leur tort fut de s'appliquer avec persévérance à la suite des coupables originels et les autres, à le perpétuer et en assurer la pérennité, sans aucun souci d'humanité. Ils étaient tous deux, au fond, des idéologues. Pour ce qui était de Stephen Harper, c'était l'évidence même. J'avais longtemps hésité, par contre, à taxer Pierre Trudeau d'idéologue de droite en raison de l'impression qu'ayant tous deux baigné au cours de nos années formatives dans une même vision rigide du monde à l'école des Jésuites, nous nous en étions libérés. Nos professeurs comme le fondateur de leur Ordre Ignace de Loyola penchaient à droite. Leurs rejetons, dont nous étions, avaient donc été de droite aussi, pour la plupart, comme l'avait été mon premier fossoyeur dans sa manière de gouverner, surtout en matière constitutionnelle et dans son refus de protéger les libertés civiles de ses concitoyens au moment de la crise d'octobre en 1970. N'avait-il pas, comme moi, réussi à se déprendre de ses idées idéologiques préconçues ou du moins à les tempérer d'humanisme? C'est ce qu'il faut voir.

Le temps est venu d'étudier plus avant le legs politique et constitutionnel dont nous avons hérité de Pierre Elliott Trudeau, le premier de nos deux fossoyeurs et les raisons pour lesquelles nous avons l'impérieuse obligation de faire échec aux théories fédéralistes qu'il a faites enchâsser dans l'ADN du parti libéral.

La mort de Pierre Trudeau, citoyen du monde (Fossoyeur # 1)

En dépit de l'influence malsaine de ses politiques, je garderai toujours un souvenir nostalgique de la venue en politique de Pierre Trudeau. Que d'espoirs déçus ! À l'annonce de sa mort, je ressentis d'abord un immense chagrin qui fit place à un sentiment d'irritation puis de ressentiment.

Confortablement installé sur mon fauteuil préféré à ma résidence estivale, en compagnie de mes proches et de quelques amis du voisinage, les yeux rivés à l'écran, je suis des yeux avec grand intérêt ceux qui circulent un à un à l'entrée de l'Église. Une fois les dignitaires passés à l'intérieur et la foule nombreuse ayant pris place dans la nef, la cérémonie se met en branle, certains s'approchant du microphone installé dans le sanctuaire au profit de ceux qui participeraient à ce concert de louanges sans pareil auquel ont droit toutes les sommités au Québec, sans égard à la pratique religieuse à laquelle s'adonnait le défunt.

Cette fois on se pâme d'admiration à l'extrême; les éloges ne le cèdent en rien aux drapeaux et aux tapis rouges auxquels a eu droit à l'occasion de ses obsèques récentes notre héros national Maurice Richard de regrettée mémoire.

L'objet de cette orgie médiatique en l'occurrence est Pierre Elliott Trudeau. Il est de toute évidence question du Trudeau des années soixante, l'homme avide de liberté, adversaire acharné du privilège et du statu quo, ami des ouvriers et partisan supposé de la gauche; celui de la *trudeaumanie*, et non celui d'après, car au cours de ses mandats consécutifs à la tête du pays, la manie ayant disparu,

voilà que mon sauveur s'était avéré différent de la perception qu'en avaient eue ceux qui avaient succombé à son charme et en conséquence il s'était vu retirer l'affection d'une large tranche de l'électorat canadien, au Québec comme ailleurs.

Il n'avait pas fait que des heureux, d'aucuns se demandant même en quoi il s'était illustré pour mériter un tel honneur, outre ses frasques et le charisme indéniable qui l'avaient propulsé aux avant-gardes de la politique canadienne. Ce qui étonne, c'est qu'on décidait à l'avance de la place qu'il prendrait dans l'histoire du pays avant même de connaître le verdict des historiens futurs, si jamais ils arrivaient à s'entendre sur l'héritage qu'il nous a laissé.

Or pour moi notre homme s'est soit trompé profondément dans son appréciation de la réalité du Canada qu'il avait été appelé à gouverner et des espoirs légitimes qui habitaient ses concitoyens de langue et de culture françaises, ou il a délibérément résolu au nom d'une idéologie implacable de les ignorer puis de les saborder pour des raisons, peut-on supputer, dues à ses antécédents, à son tempérament et au parcours de vie qui fut le sien, sans lien évident avec les conditions culturelles et identitaires de ses compatriotes qui avaient à cœur de conserver leur langue et leurs particularités culturelles auxquelles ils avaient droit, son fils aurait tout intérêt à ne pas suivre les traces de son père ni à se laisser tenter par les politiques de division de son mentor Jean Chrétien.

Faisant fi de l'avenir des francophones au Québec ses politiques ont refusé de reconnaître le modèle *interculturel* que l'histoire de cette province canadienne lui reconnaissait au départ. Aussi ont-elles eu l'effet additionnel de déclarer nul et non avvenu le danger d'assimilation à moyen terme des francophones de la diaspora canadienne que leur statut fluide précaire laissait présager. L'ancrage du minoritaire, si nécessaire à sa survie dans les diverses parties du pays, ne pouvait se faire qu'à partir de la mère patrie du Québec. Et ce sont précisément les ressortissants de cette patrie dont notre héros s'était appliqué à ne pas reconnaître la vitalité ni le désir ardent de se gouverner à leur façon. Une Province comme une autre, avait-il conclu en 1968, aucune faveur à lui prodiguer. Il fallait qu'elle navigue seule avec les moyens du bord, vole de ses propres ailes, ou qu'elle périsse.

Si j'eus habité le Québec lors de son passage au 24 Sussex et armé de mes connaissances et intuitions d'aujourd'hui, j'aurais rejeté du revers de la main ses thèses fédéralistes sur l'avenir de

ma province au sein du Canada. J'aurais fait, au contraire de lui, des pieds et mains pour que la fédération canadienne accorde à cette vaillante nation du Québec dont je partageais la langue et la culture, lesquelles dans mon âme me définissaient, tous les outils nécessaires à la poursuite de son propre développement – ce qui aurait eu pour effet de soutenir les frères francophones hors Québec plutôt que les isoler et ainsi mieux les faire mourir – ou à défaut d'y consentir, que cette fédération dont il présidait les destinées laisse partir de son plein gré, comme l'avait demandé Moïse au Pharaon d'Égypte, *cet enfant gâté de la fédération* – ainsi qu'on la nommait dans les milieux supposément *éclairés*. Et ainsi il aurait sauvé le pays ainsi que sa province natale du sombre avenir culturel et humanitaire qui se dessine devant eux.

Je me demandais en fixant sa dépouille qui gisait en l'Église Notre-Dame, à l'endroit même où Henri Bourassa avait prononcé sa magistrale réplique au cardinal Bourne lors du congrès marial de 1910, je me demandais, dis-je, pourquoi j'associais les deux hommes en ce moment dans mon esprit. Je les réunissais, je pense, pour les comparer, à cause de cette église phare montréalaise dans laquelle s'étaient déroulées ces deux cérémonies historiques marquantes les concernant à quelque cent ans de distance, l'une servant de prétexte au début du siècle pour revendiquer le droit de vivre, la deuxième pour les obsèques nationales de cet autre personnage qui avait également bousculé l'échiquier canadien en émasculant ce même droit. Mais aussi parce qu'ils m'avaient tous deux marqué profondément, Bourassa à cause de son grand nationalisme qui touchait les fibres les plus intimes de mon être, l'autre pour avoir imposé le bilinguisme à un Canada anglais réticent, à la grandeur du pays, un haut fait qu'il fallait quand même saluer et qui avait restauré chez moi à l'époque la fierté de ma différence. Deux hommes ardents, sans ambiguïté, tout d'une pièce, mais là s'arrêtait la comparaison car l'un était nationaliste et fier de l'être, l'autre un homme pour qui tout nationalisme, peu importe sa forme, était anathème. La peur irraisonnée du nationalisme constituait chez cet autre le vice caché de son approche à la question nationale.

Ce que je savais de Bourassa venait des livres et un peu de ce qu'en avait raconté son fils jésuite au collège du Nord ontarien que j'avais fréquenté, et de quelques professeurs plus âgés qui en avaient parlé de leur propre connaissance pour avoir été les témoins oculaires de ses prouesses oratoires.

Pierre Trudeau, par contre, était un peu mon contemporain, quoique mon aîné d'une décennie, dont je pouvais témoigner personnellement. Sans l'avoir vu à l'œuvre, le Canadien-français admirait Bourrassa d'emblée et se reconnaissait en lui. Quand à 18 ans on me parlait de lui ou que je lisais son célèbre discours en l'Église Notre Dame, je l'applaudissais en classe et autant dans les échanges avec mes camarades de classe vibrant avec moi d'une fierté égale à la mienne.

Mais je n'arrivais plus à me situer face à cet autre personnage d'influence qui avait occupé la scène politique canadienne tout aussi longtemps, sinon plus que le premier, et dont on reprenait en ce moment la vie dans tous ses moindres détails. Je me sentais contrarié par cette enflure verbale. Il faut dire que cela faisait trois jours d'affilés qu'on ne tarissait pas d'éloges un seul instant. On ne devait jamais parler en mal d'un défunt, avaient dit mes parents sans m'expliquer pourquoi. Mais là, on dépassait toutes les limites. La plus grande étoile canadienne de tous les temps! Le superlatif ne suffisait plus.

À sa rentrée sur la scène publique, comme on a vu, j'avais moi-même eu grand-peine à résister à l'engouement que se partageaient mes concitoyens franco-ontariens à l'époque aussi bien que maintenant. Mais au contraire d'eux, tous des *fédéralistes* invétérés et sans condition, je lui trouvais des failles, sentant face à l'écran mon dépit augmenter avec chaque commentaire. Plus j'en étais conscient, plus je me taisais ne participant que très peu à la conversation qui faisait rage autour de moi toute faite d'éloges et de mièvreries.

Il y avait d'abord Bernard Derome (à la fois instigateur et victime innocente de cette fièvre dont tous étaient frappés et que plus personne ne pouvait contrôler), ensuite les sénateurs Hébert, Joyal, Beaudoin et les combattants et disciples fidèles de la première heure, comme les Lalonde et les anglophones *éclairés* du pays qui l'avaient accepté comme leur propre messie. Ces derniers avaient vite compris qu'ils auraient tôt ou tard raison du bilinguisme qu'il leur avait imposé. Ils n'avaient rien eu à perdre pour attendre.

C'était comme si les propos des commentateurs m'insultaient dans mon être même. Cet homme était pourtant mon sauveur en 1968 et pendant de nombreuses années par la suite. Mais autant mon cœur avait battu de fierté pour lui, autant j'avais pris mes distances dès que son intransigeance se fût manifestée et que j'eusse

compris à la lecture de ses écrits qu'il niait mon identité même, c'est-à-dire la façon dont j'étais incarné en ce monde. Il me conduisait tout droit à l'anglicisation pure et simple que je réprouvais avec la dernière énergie.

Il y avait belle lurette que j'éprouvais un grand besoin d'écouter d'autres discours en provenance du Québec et d'Ottawa, ceux des Lévesque, des Ryan, des Bouchard, des Rocher et même des Bourgault et des Vallières. Le langage des artistes aussi me rejoignait, poètes, écrivains, des essayistes, peintres, chanteurs, Borduas, Hertel, Miron, Leclerc, Vigneault, Julien. En conséquence et de plus en plus, presque à mon insu, je mettais en doute ses théories du fédéralisme canadien et sa vision du nationalisme tout court qui faisait de moi une abstraction ou une simple idée, un être sans consistance ni racine. Le franco-ontarien en moi se rebiffait. S'il m'était difficile de justifier par la raison mon éloignement du maître à penser, je n'avais aucun doute sur la vérité de mes sentiments.

Mettre le doigt sur la cause précise de mon refus de le suivre sur le chemin qu'il m'indiquait n'était pas chose facile. Je sentais, on aurait dit d'instinct, que la voie qu'il me traçait était tout simplement la mauvaise. Toute ma personne me le disait. En dépit d'être seul contre tous dans mon milieu, comme un David et sa fronde contre le géant fédéraliste Goliath, je savais dans ma chair que j'avais raison, en ce qui me concernait selon toute évidence, même si son fédéralisme faisait l'unanimité partout autour de moi et au sein de la francophonie canadienne. Sauf au Québec.

J'arguais à tous les vents que c'était un fédéralisme qui jouait contre moi comme il jouait contre les intérêts de la nation québécoise dont j'étais issu, voire contre le mieux-être de la nation canadienne tout entière compte tenu du géant au sud de nous qui risquait de nous happer tout cru. Toutes mes expériences de vie en Ontario français me le criaient.

Comment expliquer qu'il n'y eût personne parmi les invités à ce festin de louanges, qui entretienne de pareils doutes à son sujet ou qui questionne ses vues sur l'avenir des nations canadienne et québécoise? Bien au contraire, les propos de mes proches assis près de moi reproduisaient ceux qu'on entendait à l'écran comme si tout le monde faisait partie d'une grande famille privilégiée dont j'étais exclu. Ça sentait à plein nez l'infailibilité papale. Aucune déviation du catéchisme ni aucune réserve sur aucune partie de la doctrine qui le sous-tendait, n'étaient admises. On était totalement

insensible à tout sentiment qui de près ou de loin pouvait lui faire échec. Il n'y avait plus qu'une seule façon de penser, de parler, d'être, dans ce grand pays, qui était aussi le mien.

J'étais un impur comme l'avaient été aux yeux du défunt tous ces politiciens dissidents du Canada anglais comme du Québec, les Clark, Stanfield, Pépin, Ryan, Bourassa, Lévesque. Tous avaient été balayés du vivant du défunt, et écartés par lui sans cérémonie comme n'étant pas conformes à l'orthodoxie *ex cathedra* qu'il enseignait. C'était le triomphe de la raison sur les émotions, disait-on, du rationnel sur le cœur, du raisonnement abstrait contre l'humain. Et justement l'erreur était là, on évacuait l'humanité du débat.

On était pour ou on méritait l'opprobre de tout le monde, sauf pour les souverainistes du Québec, ces pauvres égarés qui marchaient à contresens et qui de plus voulaient détruire ce beau pays du Canada pour aucune raison qui tienne la route et priver les Québécois des Rocheuses. J'aurais voulu crier mon désaccord. Je me taisais, n'ayant pas le cœur à la controverse dans une occasion aussi solennelle. Ce n'était pas le temps de provoquer la discorde.

Ce n'était pas la première fois que je me sentais agressé de la sorte. À chaque fois qu'on injurait un Québécois, c'était moi qu'on injurait, même si je n'étais pas québécois. «Que veulent-ils donc ces *chialeux* de Québécois? Ça fait cent cinquante ans qu'on les fait vivre, avait prétendu un Magistrat irlandais de ma connaissance circulant dans la région du Pontiac en Gatineau. Nomme-moi un seul pouvoir qu'ils n'ont pas à leur actif pour survivre, un seul pouvoir qui leur fait défaut?» Un pays peut-être, que je répondais timidement tout en dressant la liste des pouvoirs qui leur échappaient, contenus dans l'article 91 de la Constitution? Je devenais alors aussi simpliste que ceux que j'essayais de défendre. Quelle excuse pouvais-je offrir pour m'écarter de la voie courante? Je vivais dans le meilleur pays au monde, Chrétien l'avait dit, il m'appartenait d'être un homme de mon siècle qui avait le cœur et l'esprit ouverts et qui, ayant visité le pays de bord en bord et s'être promené un peu partout à travers le monde, ne devait pas se liguer avec ces étroits d'esprit repliés sur eux-mêmes, qui dévalaient sur la pente raide du nationalisme conduisant inévitablement tout droit au fascisme. Les exemples étaient fort bien connus, Hitler, Mussolini. Franco, Poutine. Mais n'était-ce pas plutôt la droite qui avait tendance à dévaler la pente dangereuse de l'extrémisme ?

Le temps des États-Nations était révolu ainsi que l'avait déclaré solennellement le Président Vaclav Havel de la Tchécoslovaquie en visite au pays, dans le temps même que son pays se divisait en deux sur une base ethnique.

Que ces viles souverainistes soient reconnus pour être les plus grands voyageurs de ce continent, ou qu'ils aient appuyé en bloc l'accord du libre-échange avant le Canada anglais, n'y était pour rien. Commodément, on l'oubliait. Ces réchappés de la Conquête avaient pourtant prouvé qu'ils voulaient s'ouvrir au monde. Tout ce qu'ils voulaient, me semblait-il, c'était d'être reconnus pour être différents, comme moi. Je comprenais mal que l'on s'acharne à décrier cette affirmation nationale et à diaboliser tous ceux qui auraient voulu la chanter sur tous les toits et souhaiter l'avènement d'une souveraineté accrue dans les plus brefs délais. Pour les comprendre il aurait fallu qu'ils consultent leur humanité plutôt que rédiger des thèses savantes pour faire peur au monde repues de syllogismes sophistiques depuis longtemps décriés par les maîtres-penseurs, depuis la Grèce ancienne à nos jours.

De quel droit l'anglophone empêcherait-il le francophone du Québec d'afficher pleinement sa langue et sa culture sans lui demander la permission de le faire? Au nom de quel principe? Serait-ce au nom de sa langue et de sa culture dominantes et majoritaires? Ainsi qu'avaient fait les Turcs à l'encontre de l'identité des Arméniens? Les Allemands à l'encontre du Juif? Tout le monde avait droit à son identité à moins d'avoir choisi de l'abandonner. L'immigrant optera pour l'intégration puisqu'il en a implicitement fait la promesse en demandant l'accueil, sinon pour lui, pour sa progéniture. En attendant la fin du processus d'intégration, tout son être se manifestait par la voie de ses antécédents historiques, culturels et linguistiques, souvent fort enrichissants. On ne lui en tenait pas rigueur. Ce qui animait le Québec et les francophones hors Québec compte tenu de l'histoire du pays ce n'était pas l'intégration, mais l'affirmation.

Tels étaient mes sentiments durant cette célébration grandiose à l'écran, qui se déroulait sous mes yeux. Ce que mes proches ne savaient pas, et ce que j'avais grand peine à m'admettre moi-même, c'était la profondeur de mes sentiments à l'endroit de celui qui fut jadis mon héros comme à l'endroit de ceux parmi les anglophones qui refusaient de reconnaître ma différence et d'apprécier

mon souci tout aussi profond de ne pas la parader sur la place publique pour me faire crucifier.

Ils étaient les mêmes que j'avais ressentis dans ma chair à la lecture de *Oh Canada! Oh Quebec*, de Mordecai Richler qui fustigeait les petits amis canadiens-français de sa jeunesse, pour avoir lu l'abbé Groulx. Et je m'expliquais encore plus mal que ce livre méprisant qui m'avait heurté avec tant de force, ait été traduit par un compatriote franco-ontarien. Qu'il fût un gars d'Ottawa ne me causait aucune surprise. Mon traducteur reflétait fidèlement la pensée franco-ontarienne en provenance d'Ottawa à l'époque.

J'écoutai d'un air distrait les paroles du Cardinal qui s'était vu confier l'homélie de circonstance. Mes pensées étaient ailleurs. Si l'homme à son dernier repos qui gisait dans cette église eût laissé son humanité le guider et reconnu comme légitimes les revendications de son peuple et mis tous ses nombreux talents hors norme à les satisfaire, où en serait le Canada aujourd'hui? Un pays unique en son genre, diversifié, tolérant et respectueux de son histoire. Quelle chance ratée pour un homme d'une telle envergure!

Au sortir de l'église, je me remémorais mes visites annuelles à Québec au cours des ans. Comme le poète franco-ontarien Patrice Desbiens, je m'émerveillais du parler français dans la rue, les magasins, les hôtels. Et combien séduisant et quelle source de fierté qu'un souper en compagnie de Danièle Dorice au Café Girard ! Et quoi de meilleur aussi pour faire vibrer la fibre nationaliste (tout à fait légitime), qu'une incursion à l'Assemblée nationale pour entendre Paul Gérin-Lajoie, René Lévesque, Daniel Johnson père, débattre des enjeux de la Révolution tranquille ? J'étais fier d'eux. Si mes circonstances de vie s'y étaient prêtées, j'aurais séjourné plus fréquemment à Québec. Quand je me présentai au Palais de Justice de Québec, comme juge arbitre, pour entendre les appels en vertu de la loi sur l'Assurance-Emploi et que l'on plaïda devant moi en français j'en étais tout ému comme si enfin j'exerçais mes fonctions judiciaires en famille conformément à mon identité véritable.

Je n'en voulais pas à quiconque, ni à mes compatriotes franco-ontariens dont le discours différait tant du mien, ni à mes nombreux amis anglophones. Je me voyais vivre dans un Canada différent, c'est tout, dans un pays qui était un amalgame de deux peuples souverains dans lequel les francophones de la diaspora ne craignaient pas de se faire retrancher leurs droits législatifs suite à un référendum gagnant par nos frères du Québec. Confiants qu'ils

s'en porteraient tout aussi bien, sinon mieux qu'avant à mesure que le Québec affirmait avec force et avec fierté sa différence. Ils étaient fiers d'être canadiens dans un pays où leur langue et leur culture françaises étaient prisées puisque vivantes et en pleine effervescence dans la province voisine. Elles enrichissaient le pays tout entier et garantissaient sa survie tout autant que la propre survie du Québec en même temps que celle de la diaspora francophone dans les autres provinces.

Quelle source de fierté et de solidarité dans la différence eût apporté cette expérience unique en son genre d'une fédération dont les éléments se renforçaient mutuellement : une instance fédérale possédant tous les pouvoirs d'une nation souveraine et un peuple dans son sein muni de tous les pouvoirs aptes à apporter la sécurité à ses ressortissants dans l'épanouissement de leur identité différente, culturelle, linguistique et institutionnelle. Un modèle, un exemple à suivre pour l'humanité. L'erreur avait été de penser que les deux peuples se devaient d'être antagoniques.

Les politiques de mon fossoyeur avaient encouragé la frilosité, la démission chez le grand nombre. Seuls les apôtres tenaces de la survivance gardaient la tête haute. Les autres souvent tout en excuses, n'affirmaient leur identité qu'à tâtons. J'en attribuais la cause à mon héros des années 60 dont on célébrait les obsèques et dont me parlaient les panégyristes qui se succédaient à l'écran, un héros déchu à mes yeux, qui avait tout mis en œuvre pour m'empêcher de faire éclore cette identité qui nous était si chère, en somme pour la fossoyer. C'était fini le temps des excuses. Le franco-ontarien en moi s'afficherait dorénavant sans peur ni outrecuidance et ferait la promotion à jet continu de l'absolue nécessité de réouvrir la Constitution et pourvoir au Québec les pouvoirs que depuis des lustres il sollicitait.

Le reproche que j'adressais à cet homme d'exception c'était non seulement d'avoir refusé au peuple québécois le droit inaliénable de s'autogouverner mais aussi d'avoir par la même voie causé la fin de ce Canada binational, prospère et fraternel dont plusieurs parmi les Pères de la Confédération avaient rêvé, même si dans les moyens empruntés pour le réussir, c'est-à-dire le AABN, les Pères avaient erré.

Ce qu'il faut également reprocher à Pierre Trudeau c'est d'avoir, grâce à ses politiques énergétiques maladroites, préparé le terrain à l'avènement du gouvernement allianciste, à la tête duquel

se dressait un homme allergique à la démocratie et au bilinguisme qu'il décrivait comme une perte monumentale d'argent lorsqu'il présidait le National Citizens Coalition, un groupe de droite en provenance de l'ouest canadien.

Si 1995 était l'année de la dernière chance pour le mouvement national québécois, le rendez-vous électoral prochain l'est tout autant pour la survie d'un Canada qui me ressemble.

La droite

O n n'aborde pas le sujet de Stephen Harper sans parler de la droite. La dichotomie gauche-droite fit son entrée solennelle et définitive dans le décor politique canadien avec son arrivée dans la Capitale nationale. Par la force de sa présence au pouvoir, Harper a mis la droite au centre du débat politique canadien dans la lignée Thatcher, Reagan, Merkel, Bush et Cheney pour ne nommer qu'eux – mais en deux fois plus doctrinaire que les trois premiers et sur un pied d'égalité avec les deux derniers – les Américains et les Britanniques nous ayant précédés de plusieurs décennies.

Non pas qu'elle fût absente de nos débats dans le passé mais notre attention n'était pas rivée sur elle bien qu'à peu près tout le monde savait que le NPD était un parti de gauche, que plusieurs membres du parti libéral étaient conservateurs de tendance et qu'à l'inverse Jos Clarke et Flora McDonald étaient de la mouvance libérale tout en étant membres du parti conservateur.

La droite, dit-on, s'est manifestée avec force dans le monde à la faveur de la mondialisation, à la différence près qu'elle ne s'affichait plus comme telle. Elle parlait abondamment de compassion, du bien-être du plus grand nombre, des valeurs fondamentales de la famille, du respect de l'autorité, de la discipline, du sens des responsabilités en matière économique, du patriotisme la main sur le cœur, du droit à la vie. La mine sévère et sérieuse, on adoptait des mesures d'austérité nécessaires à la survie des générations futures, nous rappelait une certaine presse au service des bonzes fourbes de nos systèmes monétaires internationaux.

On poursuivait sur le sujet en disant que c'était uniquement dans le but d'assurer les services essentiels aux plus démunis que tout le monde devait se serrer la ceinture y compris ceux qui peinaient à se faire soigner et à faire éduquer leurs enfants ou à se prévaloir des autres services sociaux. Nous devons tous faire notre part. Nos coupures drastiques avaient pour but d'aider les démunis, servir la classe moyenne. On parlait ainsi en termes doucereux dans le temps même que les mesures législatives mises de l'avant, y compris les baisses d'impôts pour les plus riches, asphyxiaient l'économie, disposaient des filets de sécurité en place, ruinaient la santé des travailleurs, provoquaient les suicides et détruisaient le tissu social. Les études pourtant étaient concluantes, c'est Lord Keynes qui avait raison, la preuve était close : c'est par les investissements que l'on remettait l'économie à flot et que l'on faisait le partage de la richesse. Sans l'intervention gouvernementale, la cupidité des plus fortunés domineraient toujours dans les lieux de décision.

A-t-on le droit de déclarer perfide la droite et vertueuse la gauche? Chacune court le risque de devenir idéologique et ainsi perdre l'humain de vue. Évitions donc les jugements trop hâtifs. Disons d'abord que par nos valeurs religieuses traditionnelles qui avaient pris racine dans la famille et ensuite à l'école des fils de Saint Ignace et de l'Église en général, nous fûmes personnes de droite au départ, non pas une droite dans sa forme extrême telle qu'épousée par Stephen Harper mais du genre que pratiquaient les Frost, Robarts et Davis en Ontario et les Mulroney du milieu fédéral.

Mon père, par contre, était membre du vieux parti CCF, précurseur du NPD, fondé par Woodsworth dans l'Ouest canadien suite à la Grande Dépression. Le paternel était mineur et à ce titre membre des Métallos appuyé par le Clergé en réponse à l'Encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII. Faisait concurrence à ce syndicat un autre groupe syndical dans les régions minières du nord de l'Ontario du nom de Mine Mill and Smelter Workers, sous le contrôle des communistes. Le premier pourfendait le second avec l'énergie du désespoir au nom de son Église et de la démocratie. Les méchants communistes étaient donc de la gauche et la droite religieuse jouait sur les deux registres. D'où nos dispositions mitoyennes pendant ces années-là.

Mon père ne se définissait pas comme un homme de la gauche, ni de la droite, d'ailleurs, la distinction gauche-droite faisant à peine partie du vocabulaire ambiant chez nous. L'Église catholique toute puissante était du camp des bons, forcément de droite pourtant, n'en déplaise à *Rerum Novarum*, même si on n'exprimait pas ses positions ni ses vues en ces termes dichotomiques. Le Chanoine Groulx ainsi qu'Henri Bourrassa, les deux principaux héros du temps de nos années d'adolescence écoulées dans mon collège classique de l'époque, étaient également de cette droite que prônait le Vatican qui était alors et le demeure toujours, le détenteur de la Vérité éternelle. La droite d'aujourd'hui est un peu du même ordre.

Le nationalisme radical et la foi chrétienne importaient plus que tout. La langue et la culture françaises venaient tout de suite après la Foi qui primait tout le temps, bien qu'elle soit reliée intimement aux deux premières. Les bons Canadiens-français pieux et humbles de cœur que nous étions, sur qui la Providence veillait, qui tenaient leurs racines spirituelles de l'Église des premiers temps de la colonisation étaient donc de droite aussi. Ils n'avaient aucune raison de se rabattre sur leur humanité, leurs certitudes religieuses et culturelles étant suffisantes pour les rassurer et conjurer leurs angoisses et leur mal de vivre.

Les autorités dont le mandat venait de Dieu, nous enjoignaient de veiller au danger de changer l'état des choses par la voie de la révolution, un choix généralement indésirable, même quand cette dernière était tranquille. Le recours à l'insurrection n'était justifié que pour des motifs d'une extrême gravité et seulement si on était assuré de réussir. Recette idéale pour assurer le maintien en l'état, aussi abusive qu'elle pouvait être, des institutions et de leurs promoteurs avides de pouvoir. C'est ainsi que l'Église avait condamné la révolte des Patriotes de 1837, uniquement parce que les Anglais étaient les plus forts. Aussi avait-elle, pour des raisons similaires, pris du temps à composer avec la Révolution tranquille qui sabordait son autorité.

Plutôt que de droite et de gauche, on préférait parler des Bleus, ainsi que des Rouges plus radicaux que l'on accusait d'anticléricalisme, des Tories aussi et des Wigs en Angleterre. L'Église au Québec favorisait les Bleus (conservateurs) qui pavaient gratuitement le devant des églises quand ils étaient au pouvoir. Elle était de droite sauf pour l'Encyclique *Rerum Novarum*, à laquelle le Premier Ministre Duplessis ne souscrivait pas, puisqu'il avait fait

exiler le prélat libéral Mgr Charbonneau à la suite du conflit de l'Amiante. On avait fini par mettre l'Encyclique au rancart sous Pie XI et Pie XII. À ceux qui étaient assis à sa droite, le Christ disait: Venez les bénis de mon Père. Les autres, à ma gauche, allez dans la géhenne de feu. Les ultramontains traditionnels d'un côté et ceux qui défiaient l'Autorité de Rome de l'autre, ces derniers - dans l'ancienne Europe à tout le moins - se partageant la droite et la gauche au fil des siècles (selon les définitions d'aujourd'hui) avec des chefs comme Luther au seizième siècle, homme de gauche pour ce qui était de la simonie et de la vente des sacrements, ambivalent ou de droite pour le reste et Voltaire tout, sauf de droite, au dix-huitième siècle en compagnie de Rousseau, des Encyclopédistes et des autres de leur trempe. À droite se situaient les hiérarchies dans les Églises et dans l'aristocratie civile. Les notions expresses de gauche et de droite prendraient davantage l'avant-scène plus tard.

On se gouvernait donc d'abord par la Foi et le problème le plus aigu en dehors des questions de Foi ou de doctrine, était celui des disparités criantes entre les humains, auxquelles les autorités ne s'attardaient pas - à peu près équivalentes à celles d'aujourd'hui - qu'on attribuait à la volonté de Dieu et que l'on excusait en les élevant au niveau de mérites pour le ciel au profit des humbles de cœur. On décriait parfois la corruption dont John A. McDonald, celui de 1867, avait donné l'exemple au pays. Un mal qui s'était répandu au Québec sous Taschereau et Godbout d'abord et sous Duplessis ensuite vers le milieu du 20^e siècle, un mal que l'on pardonnait sur demande contre un don substantiel à l'Église. Un problème donc qui n'en était pas un pour les élites ecclésiastiques.

Convaincu que le Parti libéral avait à cœur le bien des travailleurs, le syndicalisme chrétien encouragé par l'Église n'avait pas besoin de moi. Le chemin du pouvoir ne passait pas par les associations de travailleurs ni par le parti radical de l'Ouest canadien, le CCF devenu NPD, ni par mon Église, mais par le Parti libéral.

En ces temps-là, il y eut un Sénateur américain du nom de McCarthy qui prit la vedette. C'était un justicier chasseur de sorcières qui foulait aux pieds les principes chrétiens et humanitaires les plus élémentaires, qu'il faisait mine d'endosser, avec autant d'aplomb et de férocité que le Dieu de l'Ancien Testament. Ont en commun le Sénateur de triste mémoire et notre premier Ministre trônant à Ottawa - bien qu'il n'avait pas observé McCarthy à l'œuvre eu égard à son âge - la fougue du croisé qui se déchaîne contre ceux

qui défient l'orthodoxie faisant abattre sans ménagement les foudres sur eux.

À l'exception de McCarthy dont l'extrémisme sautait aux yeux, étaient-ils tous de droite ces hommes politiques des années 50? On s'en préoccupait à peine et ceux qui soulevaient la question ne s'entendaient pas sur ce que c'était au juste que d'être de droite. Peut-être faudrait-il comme eux boudier les précisions alambiquées qui divisent tant les discoureurs sur la place publique prévenant la tenue de débats de fonds pour éclairer les dirigeants. Voyons plutôt à l'œuvre un homme de la droite extrême, en chair et en os, doctrinaire, rigide, et assumant pleinement son idéologie à la face du monde bien que la camouflant souvent en période électorale.

C'est à ce droit que nous en voulons dans ce récit. Abordons enfin le personnage qui plus que quiconque a provoqué chez nous le malaise d'abord et ensuite le ressentiment face aux efforts à jet continu qu'il mettait à détruire notre héritage libéral qui faisait l'orgueil des Canadiens et l'envie du monde entier. Cette droite menaçait tellement le pays qu'elle rendait impérieux le devoir de nous mettre tous au travail pour contrer son œuvre de démolition.

Le chevalier de l'ouest (Fossoyeur # 2)

Si l'Alliance était de l'extrême droite comme son discours le laissait présager, il fallait se demander où se situait le parti libéral auquel j'avais accordé ma confiance. Aux temps où j'y adhérais, il était centre gauche ou encore centriste, moins à droite en tout cas que les maîtres à penser de mes années formatives encore imbus des traditions et des dictées du Vatican et moins à droite, il va sans dire, que notre gouvernement de l'heure.

Pour ma part, je m'étais éloigné de mes racines religieuses misant davantage sur mon humanité dans mes entreprises professionnelles, sociales et familiales. J'avais donc très mal réagi à l'arrivée de Stephen Harper sur la scène nationale. Je comprenais mal que mes concitoyens lui aient accordé leur confiance et se proposaient même de lui remettre le pouvoir entre les mains.

Après que Pierre Elliott Trudeau eût renvoyé le mouvement national québécois au ban de l'histoire pour de bon lors du référendum 95 – les notables fédéralistes du Québec ainsi que la majorité de mes compatriotes franco-ontariens et canadiens s'en étaient félicités – la politique canadienne prenait un autre mauvais tournant mettant en péril la deuxième identité qui m'avait été dévolue à ma naissance en Ontario français, c'est-à-dire celle faite du Canadien, membre d'une communauté majoritairement anglophone, ouverte et compatissante selon ce que j'en espérais, sur fonds de culture et de langue françaises, dont on avait réuni les composantes par un trait d'union. Une identité bicéphale qui avait semblé nous convenir et à laquelle je pouvais me dire heureux d'appartenir.

En effet, au gré des événements et par des chemins tortueux sous le règne des Clark puis des Mulroney, Charest, et enfin Peter McKay, notre chevalier de l'ouest avait ravi le pouvoir à coup d'astuces et d'engagements qu'il avait tôt fait de fouler aux pieds, puis s'était lancé tous azimuts dans la tâche de détruire ce Canada au nom duquel on avait sacrifié ma première patrie, celle qui faisait cause commune avec le Québec. Ce que j'observais n'était pas de nature à m'égayer.

Ma langue et ma culture se folklorisant à vue d'œil et les revendications québécoises ayant été mises en veilleuse par notre croisé de l'Alberta ainsi que par le Parti libéral du Québec au pouvoir sous Philippe Couillard, j'avais grand peine à me reconnaître dans la nouvelle donne. Quelle étrange direction mon pays prenait!

Une fois bien en selle grâce à une population canadienne nageant dans l'inconscience la plus abjecte, ce nouveau gouvernement fédéral s'était donné comme mission de détruire les institutions qu'on avait démocratiquement et patiemment mises en place au cours des ans pour faire échec au pouvoir absolu concédé à nos Premiers Ministres dans la Constitution de 1867.

On avait calqué ce régime sur la monarchie parlementaire britannique sans s'encombrer des garde-fous que cette dernière s'était imposée après Cromwell sur l'insistance des Communes. Les autres premiers Ministres avant lui, pourtant, s'en étaient souvenus pour la plupart et avaient tenu à rechercher les consensus par la concertation et la participation des provinces plutôt qu'à imposer comme faisait notre Allianciste, sans cesse et dans l'arbitraire le plus crasse, ses propres vues extrémistes sur l'avenir du pays, rappelant à l'ordre son arrière-ban, ses ministres et tous les membres siégeant à la Chambre Haute.

Issu du Crédit Social – parti politique de l'Alberta des années 30 à 40 de mouture évangélistrice et créationniste – dénué de tout intérêt pour le problème des changements climatiques – notre politicien extrémiste conservateur s'acharnait à polluer avec la plus grande insolence nos lacs et nos rivières, l'eau que l'on buvait et l'air que l'on respirait; il s'employait à l'aide d'une petite bande de flagorneurs qui l'entouraient et qu'il tenait fermement sous sa coupe, à saccager l'assurance-emploi, à priver les opposants à son régime des moyens pour combattre efficacement ses décisions délétères, à museler la Presse, clouer le bec aux manifestants, emprisonner les demandeurs d'asile, à pourchasser sans répit dans une chasse aux

sorcières qui ne faisait que commencer (des relents du McArthyisme) tous ceux qui refusaient d'entrer dans le rang, à miner l'indépendance des agents du Parlement préposés à l'environnement, à l'éthique, à la transparence, au droit à l'information, à la protection de la vie privée, au budget, à la statistique ou aux élections libres, justes et honnêtes, au respect du Québec et de ses aspirations légitimes, bref à détruire mon pays. La liste interminable que tout un chacun dressait donnait à penser qu'elle allait s'allonger. Ce démolisseur émérite avait même dans sa mire les institutions judiciaires indépendantes du pays.

Pour le dire autrement, lui et sa députation délirante sur les bancs ministériels sonnaient la charge dans un combat de tous les instants à bride abattue contre tout ce qui bougeait de démocratie et d'humanité dans la nation. Seule la Défense en sortait à peu près indemne pour les raisons que l'on connaissait: les armements et la sorte de conservatisme débridé dont étaient imprégnés ceux qui nous gouvernaient, faisaient toujours excellent ménage, car ce dernier était toujours, par sa définition même, militariste. Et pour comble, on poussait l'audace jusqu'à réécrire l'histoire faisant de la guerre de 1812 l'acte de naissance du Canada, source prééminente de notre fierté nationale. De vaincus que les Canadiens français étaient aux mains des Anglais en 1763 voilà qu'on leur assignait le mérite d'avoir écrasé les cowboys américains du temps pour plaire à Sa Majesté reine d'Angleterre à moins de quarante ans plus tard. Et le tout sans la moindre opposition qui vaille.

Le savait-on que le pays était en danger mortel d'une métamorphose dont il ne se rétablirait plus? Mais alors? Qui donc allait arrêter ces bousilleurs de nos institutions, ce croisé à leur tête que l'on croyait entendre entonner à chaque détour, à l'instar d'un autre illustre Premier Ministre au moment de la crise d'Octobre 1970 au Québec, nul autre que notre fossoyeur #1, le même refrain qui faisait frissonner encore aujourd'hui les propagandistes des libertés civiles: *just watch me?*

Et donc, assis sur mon balcon face à la mer, je me dis: mon ami, il faut que tu y ailles à cet instant même de ta petite musique sur la gouvernance catastrophique de ton pays si tu ne veux pas te retrouver apatride consommé une deuxième fois quand sonnera la fin de ton périple sur terre.

Ta première patrie se retrouvant moribonde depuis le référendum 95 grâce à un fossoyeur tout aussi entêté que celui-ci, attendras-tu que ta deuxième demeure soit détruite avant de réagir? Il t'incombe de rédiger à l'encontre de ces dirigeants fédéraux qui te méprisent ton testament politique, à le livrer à ta postérité le plus tôt possible. Le temps presse, tu ne peux te payer le luxe d'attendre. Tu t'imposes donc l'objectif de faire vite; les élections fédérales sont à date fixe. Tu dois prévoir son lancement sur la place publique avant l'automne 2015 ou même à l'été si nécessaire afin qu'il soit consommé par le plus grand nombre possible de tes compatriotes franco-ontariens avant de se rendre aux urnes.

Ton bouquin tiendra-t-il un rôle d'influence quelconque sur l'issue du scrutin? On en douterait que ta résolution n'en serait que d'autant raffermie. Tu auras de surcroît le sentiment d'avoir mis tous tes efforts et fais ta quote-part pour déloger ces politiciens idéologues, ces dangereux ennemis de la nation canadienne qui méprisent ta dignité humaine et la leur. Souvenons-nous qu'ils ne sont pas majoritaires au pays. Il importe avant que le dommage ne devienne irréversible de montrer la porte de sortie à notre chevalier sorti des entrailles de cet Alberta où coule à flots l'un de nos plus grands auteurs du gâchis climatique.

Le souci que j'ai de dénigrer les excès de Stephen Harper ne pèse pas lourd, pensera-t-on, au sein de toutes les questions existentielles qui talonnent tant les gens. Ne devons-nous pas nous donner à des causes plus importantes, plus capitales et de plus grande portée ? Dans une perspective à long terme, l'urgence d'agir pour censurer les atteintes à la démocratie, redresser les inégalités et limiter les dégâts de la pollution, peut nous paraître surréaliste devant l'âge de la terre, des cent cinquante millions d'années que vécurent les dinosaures avant de disparaître, ou du même nombre d'années que le monde se passa des hommes et qu'il se passera d'eux après que le soleil se sera éteint.

Par contre, l'homme n'est pas un être abstrait et ne vit pas que d'idées. Disons avec Pierre Vadeboncoeur que c'est dans la condition de vivre que la vraie question se posera et alors ce sera en termes d'expérience, de désirs, d'amour, d'aspirations. Et surtout, faut-il ajouter, c'est l'homme en tant que sujet qui est chargé de sa propre destinée. Les questions de la croyance en Dieu et du sens de l'univers importent. Mais en dépit d'elles ou plus correctement, abstraction faite de cette lueur d'espoir qu'un certain Dieu existe

quelque part et de quelque manière qui loge dans le cœur des humains, et armé de la morale judéo-chrétienne reçue en héritage dont j'ai conservé les principales commandes et modalités, c'est mon humanité qui m'éperonne. Mêlons Dieu à nos problèmes, à nos épreuves si le cœur nous en dit mais n'attendons pas de Lui les solutions. Notre humanité nous suffit. Dieu n'est pas nécessaire dans nos délibérations et dans nos actions, Il a autre chose à faire.

Je me faisais peu à peu à l'idée que l'humanité bien comprise pouvait constituer à elle seule le fondement de la moralité. On avait donné à Dieu la chance de nous guider et nous en récoltions les fruits empoisonnés car on façonnait des dieux à son image et dans le but de servir ses desseins égoïstes et souvent maléfiques ainsi que faisaient nos politiciens évangélistes. J'avais donc, de façon encore obscure au départ et avec une conviction grandissante au fil de mes lectures et des comportements de mes contemporains que j'observais, l'obligation de mettre l'épaule à la roue et cesser de m'empêtrer dans des questions mystère dont les solutions avaient échappé aux plus grands cerveaux du monde. L'homme était astreint au réel et c'est sur la réalité du monde qu'il devait faire porter ses activités. Au Canada cela signifiait pour moi qu'il fallait sauver le pays de l'état lamentable de la direction que lui imposait notre deuxième fossoyeur.

* * *

Lorsque le système électoral crochu canadien a confié à notre Premier Ministre son mandat majoritaire, il avait le devoir ainsi muni du pouvoir absolu dans un régime dit de la démocratie parlementaire dont nous avons hérité, de représenter les opinions et les espoirs de tous ses commettants, de les nourrir, les stimuler et les supporter dans leur poursuite du bonheur.

Or, jetant la démocratie aux quatre vents il s'est comporté en monarque idéologique sourd aux récriminations de ses sujets alors qu'il n'avait reçu pour imposer sa doctrine ultra conservatrice, compte tenu du taux de participation au dernier scrutin, l'appui de l'électorat canadien qu'à la hauteur d'un piètre 25% ou moins. Comme par un hasard dont la vie et le système électoral canadien ont le secret, les allianciste avaient donc saisi le pouvoir majoritaire

– par un coup d'état, rien de moins – grâce à l'appui d'une infime minorité de citoyens.

Nous de la majorité ne saurions donc nous reconnaître dans ce gouvernement que nous n'avions pas élu. Les valeurs qui soutendent la plupart des initiatives malencontreuses de ces usurpateurs du pouvoir à Ottawa ainsi que je les nomme, sans craindre la contradiction, ne sont pas celles que nous chérissons. Nous souhaitons vivre dans un pays véritablement démocratique, transparent et soucieux du bien-être des humains. Les valeurs de base d'une majorité de Canadiens résident, non pas dans la seule glorification de la liberté individuelle au service de la gratification personnelle et ainsi au détriment du plus grand nombre, telle que prônée par cette droite extrême au pouvoir au Canada depuis neuf longues et déplorables années, mais dans la solidarité, la fraternité et l'humanité, trois solides assises que je parierais sont presque toujours absentes de la table du Cabinet.

Notre Premier Ministre a voulu se donner un système de gouvernance totalitaire. Si moins extrême que ceux des monstres de l'histoire, sa manière de gouverner et les valeurs qui l'animent participent à l'état embryonnaire des mêmes caractéristiques. Dans les mots de Hannah Arendt s'agissant de son traité sur les régimes totalitaires, il est animé par une logique de la déraison qui tend à la destruction complète de la société comme de l'individu.

Si donc l'élection générale au Canada avait eu lieu il y a six mois ou un an, il va de soi que je n'aurais pas voté pour lui ni ceux de sa trempe. Dans l'état d'esprit qui m'animait, j'aurais confié la gouverne de mon pays à celui des deux autres qui était le plus apte à gagner la course et à gouverner à sa place. Si notre fossoyeur remportait cette fois la palme à titre minoritaire, les deux autres assumaient le devoir sacré de faire une alliance stratégique entre eux afin d'éliminer une fois pour toutes de la scène politique cet artisan de malheur engagé dans l'aventure de défaire tout ce qui nous rendait fiers d'être canadiens.

Les divisions et les passions s'intensifiaient, les scandales se multipliaient et se succédaient. Justin Trudeau stagnait dans les sondages et ensuite reprenait les appuis qui avaient suivi son élection à la tête de son parti et Thomas Mulcair prenait du galon. On disait même qu'il avait le vent dans les voiles. L'échiquier politique était tout mêlé. Le danger s'avérait imminent que Harper se faufile entre les deux.

Les principaux partis d'opposition ne présentaient pas patte blanche. Ils appuyaient le pipeline transcanadien qui menaçait tant le Québec ; ils étaient les amis inconditionnels d'Israël alors que le gouvernement d'extrême droite de ce pays théocratique du Moyen-Orient ordonnait de tuer sans retenue ses voisins et frères sémites et voler à plein régime leurs terres, au nom d'une soi-disant démocratie ; ils conspuaient également la Charte des valeurs québécoises au nom des libertés fondamentales et de Dieu. Ce n'était pas un menu à faire venir l'eau à la bouche à un quidam en mal de fraternité, de solidarité, bref à la recherche de son humanité. Mais en démocratie il fallait choisir le moindre de deux maux.

Une chose restait claire, les institutions démocratiques s'en-voaient une à une sous notre fossoyeur #2, les idéologies et les dogmes régnaient en maîtres, leurs tenants diabolisant leurs adversaires sans merci. Et si on voulait leur chercher noise en matière plus mondaine, les exemples pullulaient. Alors qu'ils prétendaient être les maîtres de la saine gestion, ils avaient dilapidé les surplus dont ils avaient hérité à leur arrivée au pouvoir, multiplié les déficits au cours de leurs mandats successifs grâce à des théories économiques longtemps réprouvées par les économistes réputés: baisse de la TPS à deux reprises, baisses d'impôt des corporations qui engrangeaient les profits sans réinvestir dans l'économie, fractionnement du revenu pour les riches, publicités mensongères... Et pour comble, l'immoralité régnait en maîtresse incontestable dans les officines du Parti, auprès de la garde rapprochée de notre fossoyeur ainsi que chez un nombre toujours grandissant de sénateurs nommés par lui aux prises avec la justice. On criait partout à l'injustice, au scandale, à l'oppression. Le changement s'imposait.

Nous garderons donc le cap sur un seul objectif qui nous guidera dans cet exercice électoral: faire échouer l'ennemi numéro un de notre pays, l'Honorable Stephen Harper, et poser la base d'un pays qui nous ressemble. Il doit partir parce qu'il appartient à la droite extrême, donc totalitaire de tendance, qui par définition fait fi des désirs, des besoins et des droits fondamentaux des êtres humains et constitue une entorse permanente à leur dignité.

Conclusion

Il ressort de mes expériences de vie que les plus beaux projets du monde ne rimeront à rien s'ils ne sont commandés par le souci de rendre les gens heureux, s'ils ne sont menés à l'enseigne de la fraternité et de la solidarité entre les hommes et les femmes, pauvres et riches, vedettes ou estropiés, à la peau blanche, brune, rouge ou noire, minoritaires et majoritaires, fondée sur leur humanité commune.

Il importe donc d'élaborer une direction nouvelle pour le pays, différente de celle que nous ont fait subir les deux fossoyeurs. Elle consistera à élire pour nous représenter des personnes qui demanderont à leur humanité de les conseiller dans les décisions à prendre pour le bien-être de tous leurs commettants; à revoir la solution constitutionnelle que nous a imposée George-Étienne Cartier appuyé de Pierre Trudeau cent ans plus tard afin de permettre aux Canadiens francophones du Québec d'aspirer au statut d'un pays démocratique libre de ses choix au sein du Canada. La tâche sera ardue. Pour que le Canada survive, selon le sociologue Hubert Guindon, la négociation d'un nouveau contrat social doit avoir lieu. Pour cela il faut «renégocier le pacte confédératif qualifié si justement par Stanley Ryerson d'union inégale... peu de chefs politiques... se rendent compte de l'absolue nécessité de cette tâche».

Vive le Canada ! Ce cri de ralliement si cher à Jean Chrétien sonnait faux quand on savait qu'il avait eu comme effet d'amputer le pays du mouvement national québécois, et donc de l'un de ses organes vitaux, l'une de ses composantes essentielles. Le rejeter ou refuser de pleinement reconnaître sa légitimité sonnait le glas du

Canada confiant, tolérant et débordant de mansuétude qu'il avait été et que les Canadiens de bonne volonté rêvaient de restaurer à l'issue du prochain scrutin.

Il importait surtout de redonner au pays sa notoriété, ce lustre national et international que lui a ravi le deuxième fossoyeur depuis son arrivée au pouvoir en adoptant au nom du pays des positions militaristes de confrontation, en mettant fin de façon cavalière aux engagements de Kyoto et en privant ses citoyens de poursuivre leur quête du bonheur dans la liberté, dans l'égalité des chances, dans la fraternité, dans la solidarité, la paix et la joie de vivre. Le Canada méritait mieux.

Si je vous ai bien compris disait un grand québécois au soir d'un référendum crève-cœur, *vous me dites à la prochaine fois.* Nous voudrions aussi pousser ce cri d'espoir non pas dans l'attente d'un référendum gagnant mais pour marquer le jour où l'humanité reprendra dans notre pays ses lettres de noblesse en élisant le 19 octobre, 2015 un gouvernement pour tous les Canadiens de bonne volonté qui veulent vivre dans l'harmonie et dans la reconnaissance et le respect de leur humanité et de leur droit au bonheur.

Communiquer avec l'auteur

Adresse électronique

elmersmith@sympatico.ca

*Pages dédiée à ce livre sur le site web
de la Fondation littéraire Fleur de Lys*

<http://www.manuscritdepot.com/a.elmer-smith.1.htm>

Fondation littéraire Fleur de Lys



Éditeur écologique

L'édition en ligne sur Internet contribue à la protection de la forêt parce qu'elle économise le papier.

Nos livres papier sont imprimés à la demande, c'est-à-dire un exemplaire à la fois suivant la demande expresse de chaque lecteur, contrairement à l'édition traditionnelle qui doit imprimer un grand nombre d'exemplaires et les pilonner lorsque le livre ne se vend pas. Avec l'impression à la demande, il n'y a aucun gaspillage de papier.

Nos exemplaires numériques sont offerts sous la forme de fichiers PDF. Ils ne requièrent donc aucun papier. Le lecteur peut lire son exemplaire à l'écran ou imprimer uniquement les pages de son choix.

<http://manuscritdepot.com/edition/ecologique.htm>

Achévé en

Septembre 2015

Édition et composition

Fondation littéraire Fleur de Lys inc.

Adresse électronique

contact@manuscritdepot.com

Site Internet

www.manuscritdepot.com

Imprimé à la demande au Québec à compter de

Septembre 2015

Affublé d'une identité bicéphale, l'auteur Franco-Ontarien dénonce les politiques des deux Premiers Ministres Pierre Elliott Trudeau et Stephen Harper, qui ont eu l'effet de livrer ses deux appartenances aux déchets de l'histoire.

Les deux fossoyeurs ont marché dans un même sillon machiavélique à bien des égards. Tous deux autocrates rigides, rarement à l'écoute, multiculturels de pensée et d'attitude, ennemis acharnés des droits collectifs et disciples d'une même vision religieuse individualiste, à la mouture personnaliste à la Mounier pour l'un et évangéliste pour l'autre.

Le premier a mis le Québec à sa place au moyen d'une vue pancanadienne des deux peuples fondateurs ainsi que de l'adoption de la Charte des Droits de 1982, mettant fin au rêve de son peuple de bâtir une patrie sur les bords du Saint-Laurent et vouant par là les francophones de la diaspora canadienne à une mort à petit feu.

Le deuxième, depuis qu'il est au pouvoir, a sonné la charge dans un combat de tous les instants à bride abattue contre tout ce qui bougeait de démocratie et d'humanité dans la nation.

L'auteur propose de disposer du legs Trudeau et de chasser du pouvoir le Premier Ministre qui nous gouverne.



Fondation littéraire Fleur de Lys
Collection Le peuple en écriture

Le premier éditeur libraire québécois
sans but lucratif en ligne sur Internet
manuscritdepot.com

ISBN 978-2-89612-491-6